

relations

octobre 1987 2,50\$ no 534

MARIE



Je commençais à avoir hâte qu'il soit inauguré, ce fameux synode sur les laïques. Depuis le temps qu'on l'attend. Rappelez-vous : il devait avoir lieu en 1986, avant qu'on n'improvise la tenue d'une assemblée extraordinaire pour célébrer le vingtième anniversaire de la clôture du Concile.

Il y aura neuf ans, cet automne, que le pape Jean-Paul exerce la fonction d'évêque de Rome. Les délibérations du prochain Synode refléteront l'évolution des différentes Églises pendant cette période : la vitalité des communautés de base du Brésil, l'impact de la théologie de la libération sur l'Amérique latine, l'engagement politique des catholiques des Philippines et de Corée, les efforts d'inculturation qui sont en train de renouveler la foi chrétienne en Inde, le pluralisme et la modernité du catholicisme nord-américain, le face à face difficile avec l'Islam en terre d'Afrique... et, en Europe, un climat d'incertitude et de morosité, un coup de vieux peut-être, en contrepoint au vent de renouveau de Vatican II.

Les années de Jean-Paul II ont été marquées jusqu'ici à la fois par un effort de redressement disciplinaire et doctrinal et par une série d'interventions de la hiérarchie catholique à la défense de la justice et des droits humains. C'est dans ce contexte, et par-delà les questions particulières (la famille, les mouvements, les ministères), que les évêques délégués et le pape Jean-Paul devront se mettre à l'écoute de « ce que l'Esprit dit aux Églises » à propos de la foi, de l'espérance et de l'amour, en cette fin de millénaire.

J'ai hâte, mais pas de cette attente fébrile des enfants qui guettent le Père Noël. L'Esprit Saint n'est pas le Père Noël et l'action de ce « souffle subversif » est parfois aussi difficile à discerner qu'à accueillir.

Albert Beaudry

relations

revue du mois publiée par le Centre justice et foi, sous la responsabilité d'un groupe de membres de la Compagnie de Jésus.

DIRECTEUR
Albert Beaudry

RÉDACTRICE EN CHEF
Gisèle Turcot

SECRÉTAIRE À LA RÉDACTION
Fernand Jutras

COMITÉ DE RÉDACTION
Gregory Baum, Julien Harvey, Roger Marcotte,

François Morissette, Guy Paiement, Francine Tardif.

COLLABORATEURS
André Beauchamp, Michel Beaudin, Renaud Bernardin, Ginette Boyer, Michel M. Campbell, Richard Dubois, Yves Lever, Annine Parent-Fortin, Jean Picher, Jacques Racine, Jean-Pierre Richard, Maryse Robert, Jean-Paul Rouleau.

BUREAUX
8100, boul. St-Laurent
Montréal H2P 2L9
tél.: (514) 387-2541

ABONNEMENTS
Hélène Desmarais

10 numéros (un an): 16,00 \$
(à l'étranger: 20,00 \$)

Les articles de *Relations* sont répertoriés dans *Points de repères* et dans le *Canadian Periodical Index*, publication de l'Association canadienne des bibliothèques. Dépôt légal, Bibliothèque nationale du Québec.

ISSN 0034-3781

On peut se procurer le microfilm des années complètes de *Relations* en s'adressant à *University Microfilm*, Ann Arbor Michigan 48106, USA.

Courrier de la deuxième classe.

Enregistrement no 0143.

face à l'actualité

Le NPD choyé par les sondages
□ Difficiles alliances aux Philippines □
Enquête pour le Synode □ Le SIDA et
nous □ La Hispanidad nord-américaine.

LA MONTÉE DU NPD AU QUÉBEC

Si la faveur actuelle du Nouveau parti démocratique auprès de l'opinion publique canadienne a de quoi surprendre, sa vogue au Québec est décidément étonnante.

Les explications de cette remontée doivent être recherchées à deux niveaux plus ou moins étanches : le parti lui-même d'abord, puis l'évolution des conjonctures politiques québécoise et canadienne.

Les conditions socio-politiques qui ont pu favoriser l'émergence du NPD ailleurs au Canada ont joué contre son implantation au Québec. En effet, le parti est une fédération de partis provinciaux dont la force au niveau fédéral dépend essentiellement de sa pénétration au niveau provincial. Or, cette articulation entre deux paliers, fédéral et provincial, des instances d'un même parti est tout à fait exceptionnelle dans le contexte québécois. C'est ainsi que, après avoir été expérimentée par le Parti libéral tout au long de son histoire, elle devait être abandonnée en 1956 avec la mise sur pied de la Fédération libérale du Québec, qui visait précisément à soustraire l'aile provinciale de la tutelle exercée par le parti fédéral.

D'ailleurs, quelques décennies auparavant, le même genre de fractionnement avait conduit à une dissociation entre le Parti progressiste-conservateur et l'Union nationale. Depuis lors, le Québec fonctionne avec deux réseaux de partis

politiques occupant leur aire de juridiction propre et ce, malgré les accommodements de conjoncture.

Dans ces conditions, la structure politique décentralisée et complémentaire affichée par le NPD ne pouvait qu'accroître ses difficultés d'implantation au Québec, où le déploiement de la question nationale militait plutôt en faveur d'une autonomisation des institutions et des programmes. Pour ajouter encore à ces résistances, il conviendrait de rappeler que, depuis sa création en 1961 sur les bases de l'ancienne Cooperative Commonwealth Federation – une appellation qui ne facilitait certes pas son implantation en milieu francophone – le NPD est associé au Congrès du travail du Canada.

Cette articulation a posé deux ordres de problèmes : premièrement, au niveau institutionnel, elle venait buter sur le fait que le mouvement syndical québécois n'était pas affilié au même degré à une fédération pan-canadienne ; deuxièmement, au niveau socio-politique, elle frappait de front un fort courant d'opinion au Québec qui s'opposait à toute velléité de politisation du mouvement ouvrier.

Les contraintes passées en revue jusqu'à maintenant nous permettent de cerner les raisons profondes du désintéressement de l'électorat québécois à l'égard du NPD et les difficultés de son implantation.

En fait, au niveau provincial, l'ancienne CCF ne récoltait

qu'une fraction insignifiante des votes exprimés et ce, malgré des tentatives plus ou moins héroïques d'accommodement programmatique et de changement de nom en période électorale. Qu'il se soit agi du Parti social-démocratique en 1956, ou du Parti socialiste du Québec en 1966, le parti ramasse 9000 voix en 1948, 16 000 en 1952, 11 000 en 1956, 1090 en 1966 et 3000 en 1976. En définitive, ce n'est qu'à l'élection du 5 décembre 1985 que le NPD-Québec fait son entrée officielle en tant que parti provincial sur la scène politique, récoltant 83 000 voix, c'est-à-dire 1,8 % des électeurs inscrits.

Malgré ce peu d'emprise au niveau provincial, l'évolution des clientèles a été plus constante au niveau fédéral. Il importe à cet égard de distinguer entre la phase qui court depuis la fondation du NPD et celle qui la précède. Auparavant, en effet, la CCF ne présentait de candidats que dans le tiers des circonscriptions ; ce n'est qu'à compter des élections de 1963 que l'on atteindra les 80 %.

Quant au pourcentage des voix récoltées, il oscille autour de 1 % à 1,8 % durant les années cinquante, pour passer à 3,4 % en 1962 et atteindre le sommet toujours inégalé de 8,3 % aux élections du 8 novembre 1965 ; il se situe à 5,3 % en 1968, 6,1 % en février 1980 et, enfin, à 6,6 % le 4 septembre 1984.

Les données parcellaires fournies illustrent la lente remontée du NPD au Québec, qui récolte plus de 302 000 voix aux dernières élections fédérales ; elles n'expliquent en rien l'engouement actuel pour cette formation qui doit être recherché dans l'évolution parallèle des contextes au Québec et au Canada.

Au Québec, il ne fait pas de doute que la perte de crédibilité et d'emprise du Parti québécois profite en premier lieu au NPD. À cet égard, le passage de 3000 voix en 1976 à 83 000 aux élections de 1985 et ce, malgré une absence aux élections de 1981, constitue une illustration éloquente du phénomène de report des voix d'un parti à un autre. Ce processus ne peut que gagner en ampleur avec la marginalisation du PQ.

Au Canada maintenant, la stratégie d'accommodement avec le Québec, qui est défendue concurremment par les trois

formations politiques rivales à Ottawa, ne peut qu'accroître la crédibilité de celui de ces partis qui demeure le plus éloigné de la gestion affairiste prônée par les deux autres et qui, partant, demeure le plus proche de la défense des droits sociaux et des groupes défavorisés.

À ce sujet, la tactique du chef de l'opposition, John Turner, et le déclin du Parti libéral constituent vraisemblablement deux facteurs susceptibles d'expliquer, mieux que les cafouillages du parti au pouvoir, la remontée des néo-démocrates dans l'opinion. En effet, dans une conjoncture caractérisée par le recours aux forces du marché, à la déréglementation et à la privatisation, le NPD demeure le seul parti à se situer dans la continuité de l'interventionnisme étatique défendu précédemment, tout autant par les libéraux provinciaux et fédéraux, que par les péquistes. En ce sens, le NPD se porte garant de l'héritage légué par des formations adverses, alors que celles-ci ont plutôt choisi de renier leurs propres réalisations et leurs engagements d'hier, pour se porter à la défense des plus puissants.

Et pourtant, les questions en suspens demeurent nombreuses. Les connivences entre le NPD et l'opinion publique québécoise sont-elles de nature conjoncturelle ou rejoignent-elles un niveau plus profond de l'implication sociale et politique ?

D'un autre côté, et compte tenu de leur absence d'emprise historique sur le Québec, le NPD et le NPD-Québec seront-ils en mesure de faire droit à des aspirations avec lesquelles ils ne sont pas familiers ? Les difficultés actuelles d'accommodement entre les programmes des partis provincial et fédéral autour de la souveraineté de Québec reflètent-elles la persistance de divergences profondes ou préparent-elles la voie à des aménagements nouveaux ?

Seul l'avenir nous dira si les néo-démocrates vont nous obliger à refaire l'histoire, ou s'ils seront en mesure de proposer des solutions originales. ■

Dorval Brunelle

LES PHILIPPINES

On sait l'ampleur du mouvement social qui a abouti au renversement du régime Marcos ; elle manifeste, outre l'opposition à une dictature, la limite de la légitimité, voire l'illégitimité de l'État que s'étaient approprié M. Marcos et les siens. La distanciation de la population à l'égard de cet État s'est exprimée dans l'acharnement de son opposition.

Deux forces ont incarné de façon beaucoup plus radicale cette extériorité de l'État par rapport à la société : le Parti communiste et du côté musulman, le Front de libération nationale Moro (FLNM) ; c'est la situation de ce dernier qu'on étudiera dans cet article.

L'arrivée au pouvoir de Madame Aquino, au-delà de sa signification politique immédiate (acceptation de la démocratie, refus officiel du népotisme, reconnaissance explicite de la pauvreté d'une importante partie de la population), avait pour but la restauration de la légitimité de l'État. D'ailleurs, après une période d'apaisement durant laquelle on a tenté de

désamorcer les deux forces d'opposition, on s'efforce de rétablir l'autorité de l'État afin d'en restaurer la légitimité.

La force effective, les modes d'organisation et la signification politique du P.C. et de son bras militaire, la Nouvelle armée du peuple, sont loin d'être identiques à ceux du FLNM. Cependant, l'extériorité que chacun incarne par rapport à l'État en tant que structure sociale, politique et militaire, hors du contrôle de ce dernier, leur donne une signification similaire.

Après le cessez-le-feu de septembre 1986, on assiste à la signature d'un accord entre le Front Moro et le gouvernement Aquino, en janvier 1987, qui entraîne une accalmie des pressions exercées par le FLNM.

Malgré les désaccords fondamentaux qui subsistent entre les deux parties (étendue des territoires appartenant à la population musulmane et mode de désignation de leurs autorités), ces textes ont une grande signification dans la marche des communautés musulmanes vers une présence politique autonome sur la scène philippine. Ils montrent en

effet une convergence sans précédent de ces communautés disparates.

La tenue du 2e Congrès du peuple Moro (Bangsa Moro), du 2 au 6 septembre 1986, auquel ont participé 10 000 personnes, donne au FLNM une autorité rarement égalée par les autres mouvements musulmans du pays durant ce siècle. La présence de délégations internationales, en particulier celle de l'Organisation de la Conférence Islamique, lui attribue un statut quasi-diplomatique que n'ont pas les autres mouvements musulmans. Ce progrès donne une plus grande capacité de résistance aux populations musulmanes, longtemps victimes des pouvoirs établis à Manille. Depuis dix-huit ans, les offensives de l'armée philippine ont coûté la vie à au moins 100 000 musulmans et on évalue à 500 000 le nombre de personnes déplacées après confiscation des terres et des biens.

Si le Front a réussi à se faire admettre comme représentant des communautés musulmanes, deux dangers menacent cet acquis.

Le premier vient de l'État philippin. Les accords signés avec la présidente Aquino peuvent ne pas être mis en application, comme ceux passés avec les régimes précédents. Chaque consolidation du rôle de l'armée peut se traduire par de nouvelles offensives et rendre ces ententes obsolètes.

Le deuxième danger, plus important, prend racine dans la réalité complexe des communautés musulmanes philippines et dans la capacité du Front d'établir un projet politique adéquat. En effet, le syncrétisme animiste, inséparable de l'Islam du sud-est asiatique, atténue beaucoup la fonction unificatrice du dogme. Et à cette faiblesse doctrinaire s'ajoute la diversité socio-économique de ces communautés : des Molbog, forts de 6000 personnes aux Maguindanao qui en comptent 1 000 000, les aspirations de la population et la capacité de l'État à y répondre sont fort différentes.

L'orientation du Front vers une unification des communautés par l'intermédiaire de l'orthodoxie islamique se heurte à une forte résistance malgré la souplesse des moyens employés.

Un des éléments de cette inertie a pour base la spécificité de la famille bilinéaire des musulmans philippins, où les lignées maternelles et paternelles ont des poids égaux, ce qui est en contradiction avec la structure patrilineaire de l'Islam orthodoxe. Si le front insiste pour imposer son modèle, on assistera à une remise en question de la convergence récemment obtenue, avec pour conséquence l'isolement de celui-ci et l'émergence de nouvelles alliances entre certaines communautés et l'État philippin. ■

Modj-ta-ba Sadria

AVANT LE SYNODE...UN PARI

En préparation du synode sur les laïques (octobre 1987), les évêques du Canada ont consulté près de 3000 laïques à travers un questionnaire, exploré ensuite en tous sens par un ordinateur. Un accident de parcours a fait que la plus grande partie des personnes interrogées ont été des personnes à haute pratique dominicale, des chrétiens très proches de la paroisse. Ce fait rend plus difficile l'interprétation : nous rencontrons là la pensée et les aspirations d'un type de chrétiens, mais ce sont de toute façon les forces les plus disponibles à court terme dans notre Église.

Ce que révèle de façon évidente cette enquête, c'est qu'il y a deux façons de vivre la foi chrétienne chez nous : la façon sacramentaire et la façon sociale. Deux aspects qui devraient être complémentaires sont devenus en pratique exclusifs l'un de l'autre. De plus, la majorité des pratiquants sacramentaires apparaît écrasante, représentant plus de 80 % des personnes consultées. Bien sûr, il faut tenir compte de l'accident méthodologique cité plus haut ; mais il faut en même temps conclure qu'une partie importante des laïques que l'après-concile a invités à un engagement communautaire en Église sont maintenant plus près des prêtres que des diacres ! La très grande majorité d'entre eux (et d'entre elles, car les femmes sont plus engagées que les hommes !) voient leur contribution essentielle comme laïques dans leur activité au conseil de pastorale paroissiale, dans les oeuvres de charité de la paroisse, dans la préparation de la liturgie et dans la catéchèse. C'est seulement lorsque la question porte sur la prospective qu'apparaissent les tâches de promotion de la justice, de souci des jeunes, des distants, de la promotion féminine et même de l'oecuménisme.

La paroisse demeure le lieu presque exclusif de l'enga-

gement chrétien, le prêtre est exclusivement un curé, les religieux et religieuses ne trouvent de signification que comme collaborateurs de la paroisse. Et l'image du prêtre est remarquablement positive, et davantage au Québec que partout ailleurs au Canada, ce qui indique une évolution considérable par rapport au temps du rapport Dumont. Et s'il y a encore des gens qui craignent une prise du pouvoir par les laïques dans l'Église de demain, ils peuvent se rassurer : le prêtre-curé demeure indispensable à tous les titres : leader spirituel, répartiteur des charismes, formateur, ami universel. S'il y a un risque, c'est bien plutôt de voir se développer un nouveau cléricisme des laïques trop identifiés aux clercs. Ajoutons que ces nouveaux clercs ont aussi les qualités des meilleurs clercs anciens : ils ont dépassé le fondamentalisme et l'intégrisme, ils sont soucieux de vie intérieure, se reprochent de ne pas assez ressembler à Jésus Christ. Mais contrairement aux clercs traditionnels, les laïques interrogés dans l'enquête ne croient plus que l'Église soit une force sociale dans notre pays : 75 % d'entre eux (et 90 % au Québec) considèrent que l'influence de l'Église sur la politique, sur les affaires et même sur la culture est nulle. Et cette opinion est plus répandue chez les plus jeunes. Cela aussi soulève une question très sérieuse : formés par une modernité individualiste, les nouveaux agents laïques de la pastorale de demain se contenteront-ils d'une Église intimiste ?

Comment lire tout cela ? D'abord, il me semble qu'il faut souhaiter au plus tôt une enquête complémentaire, qui rejoigne les croyants qui ont pris leurs distances avec la pratique sacramentaire, ont vécu des accidents de leur mariage, n'ont pas atteint le niveau universitaire, n'ont pas d'emploi ; il faudra là aussi évaluer le niveau de disponibilité, de volonté d'engagement.

En attendant, et c'est là le pari que je propose, il faut s'attendre à ce que le Synode soit pour une fois en avance sur ce que nous vivons actuellement dans notre Église, au Canada et au Québec. Le document de travail (*Instrumentum laboris*, dans la langue synodale) que tous les évêques ont déjà en mains et que le pape Jean-Paul, dans sa lettre d'accompagnement, souhaite voir largement diffusé, est beaucoup plus tourné vers la mission de l'Église – et par conséquent vers le monde – que ne le sont les laïques interrogés

par nos évêques. Si bien que le deuxième volet de mon pari, qui devrait se vérifier à moins qu'une deuxième enquête ne révèle des ressources considérables d'engagement parmi les distants actuels, c'est que l'effort principal après le synode sera de réorienter les bonnes volontés, de faire de nos laïques-clercs des laïques-diacres et même des laïques-laïques ! ■

Julien Harvey

NOUS SOMMES TOUS ATTEINTS

Un de mes amis très chers est homosexuel : le SIDA le menace directement. Quelques autres ont plusieurs partenaires sexuels au cours d'une même année ; le virus les guette aussi. Un autre encore, médecin omnipraticien, reçoit déjà, dans ses tout premiers mois de pratique, un sidatique. Le propriétaire d'une galerie d'art que j'aimais visiter est mort, l'an dernier, du SIDA. Pour moi, le SIDA n'est donc pas une maladie propre à un quelconque ghetto social : c'est une maladie qui menace directement des personnes que j'aime, que je fréquente et qui tissent, à des degrés divers, mon réseau social. En ce qui me concerne, tous les porteurs du SIDA sont également victimes peu importe comment le virus les a atteints. Victimes de la maladie. Victimes aussi de notre peur, individuelle et collective, d'être victime à notre tour.

Peut-être la peur du SIDA se révélera-t-elle plus dangereuse encore que la maladie elle-même. Déjà, pour certains et certaines, le SIDA semble rendre acceptables des comportements qui me paraissent tout à fait contraires aux exigences de la vie en société, même à celle, tout à fait légitime, de nous défendre contre les agressions. Des parents abandonnent leur enfant, le laissent mourir seul au milieu de très grandes souffrances physiques et morales. La soeur ne reconnaît plus son frère, le compagnon répudie son amant. L'« ami », non seulement délaisse le malade, mais l'accuse de mourir. Des institutions, qui ont pourtant une profonde connaissance de l'âme humaine et de la souffrance, rejettent des mourants : des médecins refusent de soigner, des prêtres d'accueillir et de consoler. Trop souvent aussi, on confond maladie et péché ou hygiène et bonnes moeurs. Et de cette confusion naît rapidement une formidable intolérance dont certains groupes, déjà souvent marginalisés, deviennent doublement victimes.

S'il est compréhensible que nous réagissions avec vigueur à une maladie infectieuse aussi grave que le SIDA, il est tout aussi essentiel de « civiliser » nos peurs et de calibrer notre système de défense en fonction des risques réels encourus. Le SIDA, ou la crainte du SIDA, ne justifie pas tout.

Elle ne justifie ni de brûler des maisons, ni de violer la confidentialité des dossiers médicaux, par exemple. Pareilles réactions m'épouvantent : elles témoignent de la violence de nos sociétés, de son hypocrisie et de la fragilité de notre tissu social. Pour la première fois depuis longtemps, notre société se voit menacée par une maladie contagieuse et mortelle. Spontanément, nous sommes probablement tous tentés par la mise en quarantaine, dans l'espoir insensé

d'isoler le virus avec ses victimes. Déjà cependant, nous savons que cela est impossible, aussi bien socialement que scientifiquement : peut-on réellement imaginer l'isolement des dix millions de personnes dans le monde, que l'on estime actuellement porteuses du virus ? Pour faire face au SIDA, c'est de lucidité, de courage et de solidarité dont nous aurions besoin : la marginalisation actuelle des malades ne nous mènera nulle part.

Nous sommes déjà tous « atteints » par le SIDA. Car la maladie porte atteinte à certaines de nos convictions profondes et témoigne de l'ambiguïté de nos valeurs. Nous avons cru que le progrès scientifique allait nous rendre invulnérables, nous nous retrouvons démunis. La médecine occidentale, victorieuse en ce siècle des grandes épidémies, nous a donné une image très individuelle de la maladie ; le SIDA nous rappelle qu'elle est aussi, au moins en partie, un produit de civilisation. Nous voulions ignorer la réalité homosexuelle ou les ravages de la drogue, les rejeter dans une vague marginalité ; le SIDA nous les ramène sur les premières pages des journaux, près de nous, dans les hôpitaux, les écoles, les lieux publics.

Plus profondément encore, le SIDA nous force à repenser les rapports entre droits individuels et droits collectifs, entre protection de la vie privée et protection de la santé publique. Il repose avec vigueur toute la question de l'éducation sexuelle dans les écoles et ailleurs. Il impose à la ministre de la Santé de parler ouvertement de condoms et de MTS.

Le SIDA nous renvoie également à certaines exigences de la liberté. Sans doute avons-nous beaucoup appris de la révolution sexuelle ; mais, aujourd'hui, nous sommes placés devant les responsabilités qu'elle entraîne également. Le SIDA, de même que les réflexions actuelles sur la contraception, nous obligent à un retour sur nous-mêmes, sur nos valeurs profondes et sur la manière de les vivre. Non pas pour revenir en arrière, mais pour inventer de nouvelles formes de prise de responsabilité, de convivialité, de rencontre. Pour construire une éthique sexuelle capable de nous aider à vivre pleinement, ici, maintenant.

Parce que nous avons souvent presque aussi peur de la fatalité de la mort que des risques de la vie, l'association du sang, de la mort et de la sexualité que synthétise le SIDA nous terrifie tout particulièrement. Mais juger, isoler, condamner, immoler quelques boucs-émissaires ne nous protégera pas du monstre. Il nous faudra l'affronter collectivement et peut-être aussi apprendre à vivre avec lui. ■

Francine Tardif

CINQ SIÈCLES D'AMÉRIQUE

Chaque année, les Hispanophones marquent l'anniversaire du débarquement en l'Amérique de Cristobal Colon, survenu le 12 octobre 1492, non loin d'Haïti. Cette année est donc le 495^{ème} anniversaire de la « découverte ».

À cinq ans du cinquième centenaire, la Hispanidad a déjà mis en place un appareil complexe pour marquer l'événement : Commission des pays hispanophones, Exposition universelle à Séville et Jeux olympiques à Barcelone en 1992, pour ne parler que des plus grandes manifestations. La notion de Hispanidad (communauté mondiale des hispanophones), qui était suspecte sous Franco, est devenue acceptable à la majorité des gens de langue espagnole depuis que l'Espagne s'est démocratisée et intégrée à l'Europe communautaire et que les Latino-Américains sont pour la plupart libérés des dictatures.

Tout survol de l'Amérique latine devrait comporter un coup d'oeil sur le monde de langue espagnole nord-américain, quand ce ne serait que pour se rendre compte que le découvreur s'appelle Christophe Colomb à Québec et Christopher Columbus à New-York ; qu'il y est parfois défini passionnément comme un Gênois du nom de Critofofo Colombo, c'est-à-dire un Italien. De là à sous-entendre que la découverte de l'Amérique a peu à voir avec l'Espagne des rois catholiques, il n'y a qu'un pas qui est rapidement franchi par certains. C'est une façon de pousser dans la marge la seule langue et la seule culture qui aient vraiment constitué un défi pour l'hégémonie anglo-saxonne sur des Amériques régies par la doctrine Monroe.

Il serait certainement utile – et on ne manquera pas de le faire d'ici cinq ans – de sonder plus avant la notion même de « découverte » avec ce qu'elle comporte d'injustices pour les « Indiens » et pour les Scandinaves. Les Mexicains ont déjà exigé des nuances qui tendent à faire de la découverte une rencontre. Les Norvégiens font valoir qu'ils étaient en Islande dès 874, qu'Éric le Rouge a cinglé vers le Groenland vers 892 et que la présence de son fils Leif Ericson sur les côtes nord-est de l'Amérique du Nord est attestée. Autre banderille plantée dans le cuir de la Grande Espagne. Mais on ne manque pas de faire valoir que l'homme est entré dans l'Histoire lorsqu'il s'est mis à écrire. Or ni Éric ni Leif n'ont laissé de relations écrites.

Les Amériques d'aujourd'hui reproduisent largement les clivages du monde européen qui a suivi les grandes découvertes et explorations : le Nord est dominé par des Européens du Nord en majorité protestants et le Sud est latin et catholique. À cette différence près qu'à l'époque de Christophe Colomb, le Sud de l'Europe était plus riche que le Nord, lequel s'est enrichi dans les Amériques alors que l'argent et l'or des « Indes » ont ruiné l'Espagne de la Grandeur et de la Légende noire.

La présence de vingt millions d'Hispanophones en Amérique du Nord suscite des réflexions et des dévouements aux uns, des peurs et des inquiétudes aux autres. Dans le Nouveau Monde, les Latins d'Amérique du Nord constituent un lien entre les cultures et incarnent une légitime résistance à la loi du plus fort. Des Américains ont mis en place le Mouvement des sanctuaires pour venir en aide aux réfugiés d'Amérique centrale et les soustraire aux fonctionnaires de l'immigration ; d'autres ont fondé en Californie le mouvement « US English »

qui vise à promouvoir l'usage de l'anglais et à restreindre celui de l'espagnol.

Ces quelque vingt millions d'immigrants et de fils d'immigrants résistent à celui qui avait vu jusqu'ici tout s'incliner devant sa toute-puissance : Lord Melting-Pot. Jouent en leur faveur le bon et le moins bon. Réduits pour un grand nombre à de petits emplois qui ne demandent pas de maîtrise particulière de l'anglais, ils parlent espagnol parce qu'ils ont pour eux le nombre et, dans les deux cas, l'appui logistique de la Hispanidad. De plus, Miami est l'une des plaques tournantes de l'Amérique latine.

L'empire américain a besoin d'eux. Les vingt millions d'Hispanos des USA ont un pouvoir d'achat personnel annuel de l'ordre de 130 milliards de dollars. Les grandes compagnies américaines font pour eux de la publicité en espagnol qui est publiée dans leurs quotidiens ou relayée par deux chaînes de télévision en langue espagnole. Lorsqu'il s'est agi en 1983 de constituer une commission bipartite de douze membres pour l'Amérique centrale, Reagan y a nommé deux Hispano-Américains dont le jeune maire de San Antonio au Texas, Henry Cisneros. Washington a besoin d'eux et pas uniquement pour la Baie des Cochons.

Leur communauté est dominée par trois groupes dans trois grandes villes : les Mexicains de Los Angeles, les Portoricains de New-York et les Cubains de Miami. Dans cinq États (New-York, Illinois, Floride, Texas et Californie), ils forment des groupes particulièrement nombreux. Leur taux de natalité est très élevé et ils bénéficient d'un apport constant d'immigrants pauvres qui ont beaucoup d'enfants. Leur communauté est celle qui se développe le plus rapidement : en l'an 2020, ils seront plus de 36 millions, soit 16 pour cent de la population des États-Unis. Dès aujourd'hui, les Hispano-Nord-Américains forment un groupe ethnique qui vient au cinquième rang parmi les nations de langue espagnole.

Il paraît donc clair qu'ils ne s'assimileront pas, du moins pas comme les autres vagues d'immigrants qui ont déferlé sur les États-Unis. Eux sont, et il le savent, des immigrants d'origine américaine. Ils ont quelques centaines de millions de cousins juste à côté et une vingtaine d'États où on parle leur langue. Seront-ils bilingues ou subiront-ils un sort qui serait le contraire de celui des Franco-Américains ? De plus, ils appartiennent à l'Église catholique, qui utilise désormais l'espagnol dans la liturgie. Et, est-il besoin de le mentionner, ils participent activement à la vie américaine. Cette communauté a donc jeté des liens dans toutes les directions et n'est pas isolée.

Cet été a vu l'humanité passer un autre cap, marqué lui aussi par le chiffre cinq. L'humanité, nous apprennent les Nations unies, a compté son cinquième milliardième citoyen en juillet. Les Latino-Américains des trois parties de notre hémisphère comptent parmi ceux qui se multiplient le plus vite. Comme d'autres peuples, ils débordent de leurs frontières, c'est un phénomène bien connu des experts qui nous disent qu'il n'est pas près de prendre fin. Est-ce la fronde de David ou plus simplement le Survenant qui frappe à notre porte ? Que nous réservent et que peuvent nous apprendre les enfants de Magellan et de Christophe Colomb ? La réponse viendra peut-être avec le septième milliard, prévu pour l'an 2012... ■

Jean-Pierre Richard

dépêches

Désormais les médecins canadiens ne sont plus tenus par le secret professionnel lorsqu'ils ont affaire à des patients infectés par le virus du Sida. L'Association médicale du Canada en a décidé ainsi lors de son Congrès annuel, en août dernier. Bien que l'Association ne parle que de « divulgation discrète », cette modification du Code de déontologie n'en demeure pas moins fondamentale puisqu'elle touche à la **confidentialité des dossiers médicaux**, qui ne souffrait jusqu'à présent aucune exception. Cette résolution a été adoptée par une grande majorité des délégués dans le but de permettre à un médecin d'informer les partenaires sexuels des personnes atteintes du Sida ou exposées au virus. Margaret Somerville, de l'Université McGill, a critiqué cet amendement. Selon elle, les personnes craignant d'être affectées par le Sida pourraient éviter de réclamer une aide médicale sachant qu'elles risquent d'être dénoncées à leurs proches.

Le mensuel féministe **La vie en rose** n'est plus. Cinquante numéros auront été publiés depuis les débuts, il y a sept ans. Malgré un public fidèle, mais malheureusement trop restreint, le magazine n'a pu faire face à la mauvaise conjoncture économique et sociale. Avec plusieurs, le comité de rédaction de *Relations* regrette sincèrement la disparition de ce magazine où le mouvement des femmes, et le pluralisme qui le caractérise désormais, avaient trouvé plus qu'un écho : un réseau de connivences dans la sororité.

Les relations entre l'Église et l'État semblent s'améliorer au **Nicaragua** suite au plan de paix de la Contadora. Ce plan, approuvé par cinq chefs d'États d'Amérique centrale en août dernier, recevrait également l'approbation du Vatican. Le cardinal Miguel Obando y Bravo, critique notoire du gouvernement sandiniste, a été choisi par la Conférence épiscopale nicaraguayenne comme représentant de l'Église au Comité de réconciliation nationale. Ce Comité, formé de quatre membres, est chargé de superviser l'application des mesures prévues par le plan de paix dans le pays. Cette « détente » serait très manifeste et, selon les analystes, d'une importance politique significative.

Les **communautés ecclésiales de base du Mexique**, regroupées en association au début des années soixante par un clergé et des évêques progressistes, s'inquiètent du virage à droite qu'effectueraient actuellement les autorités religieuses de leur pays. De l'avis des leaders de cette association, le remplacement, en mai dernier, du porte-parole de l'épiscopat mexicain en poste depuis plus de

dix-sept ans, le jésuite Francisco Ramirez Mesa, en est un signe certain. L'autre manifestation de ce virage serait la nomination de Mgr Juan Jesus Posadas à l'archevêché de Guadalajara, seconde ville en importance au Mexique. Depuis 1983, il était à l'évêché de Cuernavaca où il avait remplacé Sergio Mendez Arceo, ardent partisan des principes de la théologie de la libération et défenseur des communautés de base. Durant son mandat de quatre ans, Mgr Posadas aurait isolé les communautés de base en réduisant au silence les membres de son clergé qui les soutenaient, notamment par des mutations dans des paroisses reculées. Toujours selon les responsables de cette association, sa nomination à Guadalajara ne fait que renforcer le courant conservateur – et opposé aux communautés de base – au sein de l'Église mexicaine.

Le pluralisme qui s'affirme dans le mouvement des femmes trouve diverses expressions dans les **réseaux de femmes en Église**. Pendant que certains groupes canadiens contestent encore le Dossier d'animation de la CÉCC, les Catholiques canadiens en faveur de l'ordination des femmes réexaminent le nom de leur groupe. Par ailleurs, les répondantes diocésaines à la condition des femmes au Québec travaillent, selon leur priorité diocésaine, sur la féminisation du langage ou contre la violence faite aux femmes. Aux États-Unis, les catholiques américaines convoquent à Cincinnati, du 9 au 11 octobre, jeunes féministes et militantes plus anciennes des communautés chrétiennes, juives et musulmanes à une deuxième conférence nationale « Women-Church ». Le bilinguisme – anglais/espagnol – qu'affiche le programme témoigne déjà de la volonté féministe d'inscrire les valeurs du mouvement dans les institutions tout en y réclamant plus de pouvoir. Et à la fin du même mois, à Washington D.C., la seconde conférence annuelle de « Women in the Church », qui explorera les structures d'égalité hommes-femmes à mettre en place dans la communauté catholique, donnera aussi la parole à des hommes.

Au moment où les organismes familiaux attendent une politique familiale de la part du Gouvernement du Québec, Service à la famille-Canada annonce la tenue de la **Semaine nationale de la famille**, du 5 au 11 novembre prochain. Cet organisme bénévole, qui regroupe les intérêts des familles et des organisations, a préparé pour l'occasion une trousse d'animation disponible au coût de 2,00 \$. Pour plus de détails sur les activités prévues lors de cette Semaine, veuillez contacter Service à la famille-Canada, 55 Parkdale, Ottawa, K1Y 4G1, tél. : (613) 728-2463.

DOSSIER

marie

« Même si la loi mosaïque tend à refréner l'absolutisme paternel, et le cinquième commandement à rétablir l'égalité entre père et mère, il faudra attendre la venue du christianisme pour que la mère soit de nouveau l'objet d'un culte.

J. Markale a eu raison de souligner que le culte de la Vierge Marie est à proprement parler révolutionnaire : « Si la société paternaliste a supprimé la Déesse-Mère, en la remplaçant, parfois par la force, par un Dieu-Père, guerrier et jaloux de sa supériorité, la mentalité populaire l'a recréée sous les traits de la Mère de Dieu et des



Paul Hamél

Madone du Foyer Notre-Dame de l'île d'Orléans, reproduction d'une sculpture de Chateaufort-de-Galaure (France).

hommes, constamment invoquée, constamment présente, toujours triomphante. »

Le culte de Marie ne constitue pas seulement un hommage rendu à la mère, il marque aussi que, si une femme avait perdu l'humanité (Ève), une autre a contribué à la sauver (Marie). En cela, il redonnait à la femme un statut honorable et apportait la preuve que celle qui avait été rejetée comme néfaste et dangereuse pouvait devenir objet de salut et de vénération. »

Elizabeth Badinter, *L'un est l'autre*, pages 116-117.

MARIE ET LE QUÉBEC

par Benoît Lacroix et Julien Harvey

même s'il y est strictement question de la création d'une milice civile, l'ordonnance no 16 du 27 janvier 1663, de Paul de Chomedey, gouverneur de Montréal, commence tranquillement par : « Attendu que cette Isle appartient à la Sainte Verge, nous avons cru devoir!... » Cela caractérise bien la mentalité religieuse des fondateurs du Québec. Ils venaient d'un pays et d'une époque où Marie était à l'avant-scène d'une certaine vision du monde. Ils n'arrivaient pas ici en orphelins : ils venaient avec leur mère.

Depuis le commencement

Des historiens comme Gustave Lanctôt², d'autres aussi, se souviennent qu'un des navires de Colomb s'appelait *Santa Maria*; que Cartier appela *Isle de l'Assomption* l'île que nous nommons maintenant Anticosti; qu'il nomma monts *Notre-Dame* les montagnes de la Gaspésie. Dès leur implantation à Québec, les Récollets, en 1621, dédient une chapelle à Notre-Dame-des-Anges; Champlain fait construire Notre-Dame-de-la-Recouvrance après l'épisode des frères Kirke, en 1633. Le

8 décembre 1635, les Jésuites consacrent le nouveau pays à l'Immaculée Conception. Mais tout cela n'égale pas la fondation de Montréal en 1642. Fait peut-être unique dans l'histoire, une ville est nommée dès sa naissance *Ville-Marie* et dédiée à la Vierge dans le but premier de la gloire de Dieu et de la conversion des indigènes. Cet enthousiasme passe sans doute chez les Amérindiens qui, dès 1678, commencent à échanger avec Notre-Dame de Chartres des broderies de perles contre des statues et des reliquaires.

522 *Catechisme de Kébec.*

ORAISON TRES-DEVOTE
de saint Bernard à la tres-sainte Vierge, pour obtenir quelque grace par son intercession.

Souvenez-vous, ô tres pieuse Vierge Marie, qu'il est inouï que jamais vous ayez abandonné personne qui eût recours à vous, qui implorât votre assistance, & qui demandât votre protection; dans cette confiance, ô Vierge, Mere des Vierges, je viens à vous, tout pecheur que je suis, je me presente devant vous, & fondant en larmes, je me jette à vos pieds: Ne refusez pas, auguste Mere de Dieu, de prêter l'oreille à ma voix, d'exaucer mes Prieres, & de vous rendre propice & favorable à mes vœux.



Libératrice du Québec

On comprendrait mal cette présence mariale si on ne se rappelait pas comment Marie a été associée, dès le début de la Nouvelle-France, à la *survie* et même à la libération du pays. Étoile de la mer, protectrice des marins, on lui attribue la victoire sur les tempêtes, on suspend des navires ex-voto dans les églises, on lui fait des promesses solennelles. Il n'y aura pas seulement un temple à Notre-Dame-de-la-Recouvrance après 1629, mais aussi des bannières de Notre-Dame contre Phipps en 1690, et Notre-Dame-de-la-Victoire deviendra Notre-Dame-des-Victoires après l'échec de l'invasion de Nicholson et de Walker en 1711. Telle sera la reconnaissance publique et presque

1. Le texte est dans Gustave Lanctôt, *Montréal sous Maisonneuve, 1642-1665*, Montréal, Beauchemin, 1966, p. 266.
2. Gustave Lanctôt, « Historique du culte marial en Nouvelle-France », dans *Marie* 9,6 (1956), p. 476-485; du même auteur « Le culte marial en Nouvelle-France », dans *Nouvelle-France inconnue*, Montréal, 1955, p. 21-54; également Roger Brien, « Marie dans l'histoire du Canada français », dans Hubert du Manoir éd., *Marie. Études sur la Sainte Vierge*, vol. 5, Paris, Beauchesne, 1958, p. 223-240.

politique des Québécois envers Marie. Ce qui, en 1749, faisait écrire au botaniste Peter Kalm, un luthérien : « La Vierge Marie paraît plus honorée au Canada que Dieu lui-même³ ! »

L'onomastique québécoise vient confirmer qu'il s'agit pour nous d'un vrai patrimoine, dont on ne saurait se départir sans trahir quelque chose de nos racines communes. Toutes ces paroisses, églises, chapelles, dédiées à Sainte Marie ou à Notre-Dame, avec des mots à saveur poétique et bien près de notre cœur : Notre-Dame-des-Bois, des-Neiges, des-Laurentides, des-Monts, des-Pins, des-Plaines, du-Lac, du-Portage, du-Nord, du-Cap⁴. Et combien de villes ont leur rue Notre-Dame. Et les couvents, et les écoles ! Cinquante-deux communautés féminines, quatre communautés de frères et dix communautés de prêtres sont reliées explicitement à Marie ; 33 % des religieuses, 20 % des religieux portent son nom.

Visage féminin de notre Église

Si on voulait maintenant préciser le sens de cette présence, il faudrait nous tourner à la fois vers nos premières manières de prier et de représenter la Vierge. Dans la première tradition iconographique du Québec, Marie est rarement seule : elle porte et présente son fils Jésus⁵. Elle est mère, beaucoup plus que reine, même si ce dernier titre lui est parfois donné. Que les images soient importées de France ou créées par les artistes du Québec ancien, il s'agit d'une vraie femme et surtout d'une robuste mère. Dans la sculpture et la peinture, elle est la mère qui est belle ; dans la prière, elle est la mère qui est bonne. Les prières, depuis celles du *Catéchisme du diocèse de Québec*



La Vierge des croisades, à Ste-Marie de Beauce (Québec)

François Thibodeau

de monseigneur de Saint-Vallier en 1702, jusqu'à celles du catéchisme qu'on réédite encore, sont toujours le *Je vous salue, Marie*, le *Souvenez-vous* et *Sainte mère de Dieu* (*Sub tuum*), et elles s'adressent à la mère dont on n'a jamais entendu dire qu'elle ait abandonné quelqu'un.

Toute cette insistance recommande une explication assez répandue chez bon nombre d'interprètes modernes du catholicisme : depuis la fin du moyen âge, la dimension humaine de Jésus a été souvent voilée au profit de sa fonction de juge du Dernier jour et de crucifié souffrant à cause du péché humain⁶. À partir de ce moment, une femme, Marie, devient l'image de la miséricorde, image plus attirante que celle du Christ juge et roi du Jugement dernier. Comme on craint tout naturellement le juge, on transporte sur Marie la tendresse et la confiance, surtout « à l'heure de notre mort ». Il n'est pas étonnant que le chapelet soit devenu pendant longtemps la prière par excellence de nos vieillées pour les morts.

Parce que mère de Dieu, Marie est puissante ; parce que mère des humains, elle est bonne. On dirait même

qu'elle règne sur la Sainte Famille. Ce titre de mère aura toujours été préféré par le peuple à ceux de vierge et de reine. Il arrive que l'on prêche l'Immaculée Conception au Québec, même avant 1854, mais il s'agit d'une prédication plus officielle que populaire. Bien sûr, nous dirons la *Sainte Vierge*, comme le moyen âge disait Notre-Dame, mais son premier attribut pour nous est celui d'être notre *mère* du ciel. Plus tard, surtout avec l'âge des apparitions, viendront la Vierge des miracles (après Catherine Labouré et la médaille miraculeuse en 1830), la Vierge qui pleure (après la Salette en 1846), la Vierge conçue sans péché (après Lourdes en 1858), la Reine du Monde (après Fatima en 1917).

Des racines saines

Les Québécois ont, jusqu'en ces derniers temps, accordé à Marie une vraie amitié, amitié plutôt sereine, équilibrée,

3. *Voyage de Kalm en Amérique*, Montréal, Société historique, 1880, p. 34.
4. Gouvernement du Québec, Commission de toponymie, *Répertoire toponymique du Québec*, Québec, Éditeur officiel, 1979, p. 687-8 ; 788-9.
5. Voir Rina Lasnier, *Madones canadiennes* (avec Notes de Marius Barbeau), Montréal, Beauchemin, 1944 ; Marius Barbeau, *Trésor des anciens Jésuites*, Ottawa, Musée national du Canada, 1957, p. 108-118.
6. Par exemple Rosemary R. Ruether, *Mary, the Feminine Face of the Church*, Londres, SCM Press, 1979, p. 52-57 ; déjà Yves Congar, *Le Christ, Marie et l'Église*, Paris, DDB, 1952.



Ministère du Tourisme du Québec

Notre-Dame-des-Victoires (Québec, lieu du rassemblement et de la fête, depuis la libération de 1690.

faite de piété filiale et de courtoise discrétion. Il n'y a pas eu, chez nos ancêtres, de Marie armée ou légionnaire, ou de Vierges qui saignent, qui suintent, pleurent, ouvrent ou ferment les yeux, multiplient les prophéties de malheur ou annoncent la fin des temps. Et il est indéniable que les premières, Notre-Dame de Bon-Secours de Marguerite Bourgeoys, Notre-Dame de Consolation des Récollets chez les Mic-

macs, Notre-Dame de la Victoire de monseigneur de Saint-Vallier, ont respecté la plus saine théologie qui veut que Marie soit d'abord la Mère de Jésus, qu'elle soit de ce fait bien placée pour intervenir comme mère compréhensive, démocrate, accueillante pour tous, femme belle et protégée du mal, protectrice d'un pays, prête à guérir aussi les misères personnelles, compatissante pour les pauvres mais sans

lutte des classes. La Marie de chez nous est demeurée celle des Évangiles, même si on en a fait une Québécoise qui, en ces derniers temps, devient plus féminine que dans le passé.⁷ ■

7. C'est ce que j'ai essayé de dire dans *Marie de St-Michel*, Montréal, Éd. Paulines, 1987. -B.L.



LES SOIRÉES RELATIONS SUR CASSETTES VIDÉO

- génétique et maternité
- Vatican II confirmé ?
- l'Afrique du Sud
- Spécial Haïti
- l'Église de Montréal
- l'avenir de Montréal
- la mode du déclin
- l'Église et les laïques
- Charité business ?
- 1986 après J.C.
- Économie et foi
- Québécois sans nostalgie
- La Chine
- Les sans-abri
- Rome : respect de la vie
- Syndicats en 1987



Vous pouvez emprunter ces cassettes (location: pour 1 semaine: 5\$ plus les frais d'envoi) ou même en commander une copie (25\$ plus les frais). Veuillez préciser le format de la cassette désirée (Beta ou VHS) et le sujet.

Adressez vos commandes à Bertha Cardenas, Centre justice et foi
25, Jarry ouest, Montréal H2P 1S6 (514) 387-2541

MARIE DE NAZARETH

par Camille Bessette¹



Commission populaire itinérante

« La mère parfaite qui n'a pas de problème avec son fils » ?

marie ... je ferme les yeux sur ce nom et quelques images surgissent en moi, se superposant lentement dans le silence ... La femme soumise qui suit Joseph sur les routes poussiéreuses de Palestine et dans toutes ses décisions, les yeux baissés sur son trésor, flottant au-dessus des réalités techniques et absolument passive.

La vierge chaste et pure, qui jamais ne sent monter en elle la convoitise de l'autre et qu'aucun homme (mari inclus) ne contemple, songeur, d'un regard désirant ou trouble. La zélée qui se débrouille avec un sempiternel sourire angélique pour abattre la kyrielle de travaux domestiques quotidiens dans un univers sans laveuse ni sècheuse, sans machine à coudre ni four micro-ondes. La mère parfaite, qui n'a jamais de problèmes avec son fils, lequel ne prend pas de drogue, ne fait pas de vols à l'étalage chez les marchands de la grande place et ne couraille pas la nuit dans les ruelles de Nazareth.

Devant ces modèles féminins, quel-

qu'une en moi fait la moue, les lèvres pincées et le sourcil levé devant le flot envahissant du doute ... Pas le doute sur elle, mais sur moi : comment pourrais-je jamais faire d'une telle femme une figure stimulante qui m'excite sans cesse à galoper vers les sommets ? Nous sommes à des kilomètres du courage guerrier d'une Jeanne d'Arc, de la fougue passionnée d'une Thérèse d'Avila, de l'ardeur brûlante d'une Thérèse de Lisieux ou de l'héroïque abandon d'une Marie-Andrée Leclerc !

Images d'hier, défis actuels

Que nous sert-il, femmes, d'être passives et soumises aux hommes en ces temps où l'on sait désormais que le couple sain et saint ne peut se vivre que dans une ouverture et une complicité qui excluent à tout jamais la domination et le machisme ? Nous savons bien que les hommes en ont marre d'être des durs-à-cuire au regard viril (c'est-à-dire toujours sec), à la sensibilité de barbare, et dont le potentiel de domination est inscrit dans le code génétique ! La libération des femmes, avons-nous péniblement appris, passe

obligatoirement par celle des hommes, sous peine d'extinction.

Que nous sert-il, femmes, de nier notre corps des épaules aux genoux alors que tout sur cette terre, en commençant par Jésus de Nazareth, ce conjuge en utilisant le verbe incarner ? Nous savons bien que la désuète perception de l'âme, versée dans le corps comme du jus de tomates dans un pichet de plastique jetable après usage, est un concept qui se couvre lentement de poussière, et que tout mépris ou indifférence à l'égard de ce merveilleux et prodigieux corps humain se paie chèrement d'une somatisation inévitable.

Que nous sert-il, femmes, d'être éperdument figées dans un comportement de statue de cire souriante, imperturbables devant les corvées quotidiennes et le lourd poids routinier des jours ? Nous savons bien que chaque journée peut comporter autant de défis et d'aventures qu'une expédition en Amazonie, et que les circonstances et notre santé mentale exigent que nos émotions s'expriment et puissent se vivre harmonieusement. Que nous sert-il enfin, à nous toutes femmes, d'essayer de vivre dans ce monde comme si c'était celui des séries télévisées américaines rose bonbon des années cinquante ? Nous savons bien que la haine,

1. Camille Bessette a 35 ans. Elle terminait cet été une maîtrise en études bibliques à l'Université de Montréal. Elle a prêché cette année la retraite de Socabi en copredication. Elle est entrée au Carmel de Montréal le 14 septembre.



Radio-Canada (Les Dames de coeur)

Ces « Dames de coeur » dont tout projet ne voit le jour qu'après une nuit de farouche bataille.

la peur, la violence et le mépris défigurent constamment nos idéaux et que tout projet ne voit le jour qu'après une nuit de farouche bataille.

Et pourtant, Marie me touche infiniment : quelque chose en elle me bouleverse. Je suis personnellement très humiliée par des oeuvres comme *Les Fées ont soif* ou le *Je vous salue Marie* de Godard, parce qu'elles reprennent ou démolissent ces images que j'ai évoquées au début et considèrent que ces clichés sont l'unique point de départ pour tenir un discours sur Marie. Comme si Marie, ou n'importe quelle autre femme, pouvait se draper vivante dans un vêtement aussi inhumain ! Il est triste que cette femme remarquable, dont Vatican II a déclaré qu'elle était la représentation même de l'Église, soit encore réduite à quelques chromos d'un rose déteint. Mais qui est-elle donc ? ...

Marie, pour ces temps de violence

Marie c'est la mâle femme des douleurs : c'est dans la douleur qu'elle atteint sa stature d'héroïne de MLF². Douleur devant le fiasco de la vie et de la prédication de son fils, auquel elle croit sûrement : toute femme désire voir son enfant heureux dans ses projets et jouissant de la reconnaissance publique. Douleur aussi devant la mort : la pire douleur qu'un être humain puisse vivre est de perdre un enfant ... Marie perd ce fils, cet enfant qui devait être pour elle la joie de ses yeux.

Mais Jésus ne meurt pas de leucémie ou de fièvre subite, ce qui est déjà

horrible. Il meurt en condamné à mort, en rebut social repoussé du pied par ce système même qu'il a si ardemment désiré modifier. En contemplant Marie qui regarde son fils exécuté avec le supplice le plus honteux de son temps, je me souviens du regard de cette mère d'un condamné américain, le jour de l'électrocution ... regard si pesant qu'il faisait détourner les yeux, regard où la Douleur avec un grand « D » écrase l'iris de ses milliers de tonnes ... regard que reprennent parfois quelques icônes orientales avec une fulgurante intensité.

Marie c'est ensuite la femme de la paix, cette paix qui jaillit du fond des âges comme un torrent de velours et qui recouvre somptueusement quiconque accepte et intègre une grande souffrance. Car elle ne souffre pas en hystérique, en se révoltant ou en cassant des cruches. Son fils non plus d'ailleurs. Elle comprend, et dans cette si sensible intelligence se dessine ce qu'on peut appeler le *fiat*. Elle comprend l'utilité de cette douleur, car c'est une douleur vécue en solidarité avec la gigantesque et scandaleuse souffrance des êtres. Et c'est dans cette conviction que Marie peut trouver quelque part, dans sa si grande douleur, la paix. Tout bonheur isolé n'est jamais obtenu qu'aux dépens des autres, et c'est ce que Marie refuse, se situant ainsi exactement dans la ligne du message de son fils.

Marie, c'est aussi la femme douce, non pas mielleuse et hypocrite dans une mièveté doucereuse, mais intensément douce, de cette douceur redoutable dont A. Frossard dit qu'elle peut faire éclater les pierres et, plus dur que les pierres, le coeur humain. Je la vois même épouvantablement douce, comme son fils, la femme capable de

compatir avec cet homme qui cloue les pieds de son fils en jurant, parce qu'il vient de s'écraser un doigt. Marie est douce, mais devant sa douceur je ressens le même *tremendum*, la même crainte sacrée qu'en présence de la gloire de Dieu.

Et enfin, Marie est humble, de cette humilité de grands hommes³ inconsistants de leur propre dignité. Elle ne sait pas que sa douleur englobe celle de l'humanité, elle ne sait pas que nul autant qu'elle n'a été habité par la paix, elle ne sait pas qu'elle a fait école en matière de douceur. Plus que personne d'autre, elle a été inconsciente de sa propre grandeur. Et donc, jamais elle n'humilie et jamais elle ne considère un être humain comme inférieur, car elle n'est pas aveuglée par cette mesure d'évaluation aberrante et fautive (et si familière !) : celle du moi et de son personnage.

Finalement, ces quelques traits campent de façon bien imparfaite la personne de Marie de Nazareth, mais elle se laisse encore et toujours découvrir. Il suffit de prendre n'importe quelle image à trois sous, la représentant dans une blondeur d'archange et toute auréolée d'or fin, et de la retourner face contre le mur. Alors, la véritable femme apparaîtra, celle qui est en marche avec nous tous. Il me semble même que pas un coucher de soleil ne flamboie sur cette terre sans que sa tendre silhouette ne se dresse, debout, veillant contre les portes de la nuit. ■

2. Mouvement de libération des femmes.
3. Malheureusement, dans notre esprit, l'expression « de grandes femmes » suggère une stature de joueurs de football !

MARIE, FIGURE POLITIQUE

par Gregory Baum



Paul Hamel

Auprès de Notre-Dame de la Guadeloupe, Juan Diego cherche encore la libération.

toutes les formes d'expression du sentiment religieux ont une signification politique. Et cela reste vrai même si les personnes pieuses n'ont aucunement conscience de ces implications politiques. Des expériences religieuses différentes inspireront des façons différentes de percevoir le sacré, de concevoir l'idéal éthique au plan personnel et au plan social. Et par

conséquent, le discours religieux et les pratiques de dévotion soutiennent, dans l'Église comme dans la société, les mouvements qui défendent ces idéaux et ces valeurs.

Par ses pratiques de dévotion, la piété mariale met souvent l'accent sur une religion de l'au-delà. Les personnes accablées par une vie pénible demandent à Marie de les aider dans leurs

difficultés et de les soutenir à l'heure de leur mort. La forme de piété qu'elles pratiquent leur permet de laisser de côté la société et ses problèmes : elles n'ont ni le temps ni les moyens de s'y intéresser.

Ce qu'elles cherchent, c'est une consolation, un appui pour affronter leurs souffrances présentes, et le salut à la fin de leur vie. Pareille attitude peut

sembler, à première vue, apolitique ; mais dès qu'elle s'installe dans un segment important de la population, elle engendre une forte résistance au changement social et finit par exercer une influence politique conservatrice. Cette forme de piété sera endossée, voire même utilisée, par des individus en position de pouvoir.

À certaines époques, on perçoit plus clairement la portée politique que peut prendre la piété mariale. En voici deux exemples, tous deux reliés à des apparitions de Marie, et porteurs, dans un cas, d'un message conservateur, et même réactionnaire, dans l'autre, d'un profond désir de libération.

La Vierge du XIXe siècle

Les apparitions les plus connues chez nous sont celles qui ont eu lieu en France au cours du XIXe siècle. Le mouvement commence avec l'apparition secrète de Marie à Catherine Labouré, en 1830 : c'est l'événement que commémore la Médaille miraculeuse. En 1846, Marie apparaît à La Salette sous les traits de la femme des douleurs. Deux ans plus tard, elle se manifeste à Lourdes puis, en 1871, à Pontmain. Une apparition du même genre se produit à Fatima, au Portugal, en 1917.

À ces occasions, Marie apparaît à des personnes simples et innocentes, souvent à des enfants. À travers eux, elle formule une mise en garde face à une société de plus en plus sécularisée. Elle appelle le peuple à se convertir à son divin Fils. À La Salette, en 1846, elle prédit que si l'on continue à mépriser la Croix, le sang coulera dans les rues. Elle annonçait ainsi la révolution de 1848. Face à ces événements, Marie ne montre aucune faiblesse. Elle se révèle, au contraire, comme une femme puissante. Elle opère des miracles. Elle avertit la société du désastre imminent mais elle sait consoler ceux qui se tournent vers elle.

Depuis l'époque de la Révolution française, à la fin du XVIIIe siècle, la France est un pays divisé. C'est particulièrement vrai au XIXe siècle et, dans une certaine mesure, c'est encore le cas aujourd'hui. Née de la Révolution française, une conception démocratique, libérale et séculière de la société mobilise une partie importante de la population. En réaction contre cet idéal révolutionnaire, un courant social con-

servateur inspire un autre segment de la population, qui rêve d'une France monarchiste et catholique, fidèle à sa longue histoire. Au siècle dernier, le fossé était très profond entre républicains et monarchistes.

C'est dans ce contexte que l'on peut discerner la signification politique des apparitions mariales. Elles faisaient pièce à la République. Elles s'opposaient au sécularisme, appelaient à la conversion et soutenaient le rêve d'une France catholique. Vers la fin du XIXe siècle, les forces politiques qui, en France, résistaient à la démocratie, au pluralisme et aux droits humains, appuyées par une partie du clergé, tendaient à faire de la Bienheureuse Vierge Marie le symbole de leur cause et de leur lutte antirépublicaine. Face à Marianne, symbole de la République, ils dressaient Marie, Reine des Gaules. De même, la fête nationale du 14 juillet, qui commémore la chute de la monarchie, aurait dû être remplacée par le 15 août, fête de l'Assomption.

À Fatima, en 1917, la Sainte Vierge demanda de résister à la sécularisation, en particulier au communisme séculier. Les pratiques de piété inspirées par ces apparitions prirent une connotation de droite et une allure réactionnaire. L'Armée bleue de Notre-Dame, fondée en 1947, prie pour que Dieu écrase « l'armée rouge des athées ».

Après Vatican II, les apparitions de Marie, à Garabandal en Espagne et à Bayside aux États-Unis, défendent un catholicisme pré-conciliaire. Est-ce un conservatisme religieux lié à une politique ? Il faut l'examiner.

Marie et l'Amérique latine

Abordons maintenant une tout autre histoire. L'apparition de Notre-Dame de la Guadeloupe, en 1531, aux limites de la ville de Mexico, a suscité une forme de piété mariale qui devait marquer l'ensemble du catholicisme latino-américain.

L'arrivée des Espagnols et des Portugais entraîna pour les peuples autochtones oppression et humiliation. La violence, le vol et la mort accompagnèrent la naissance de l'Amérique latine. Les indigènes se virent spoliés. Pauvres, ils ne comptaient plus. Leurs femmes furent violées, le peuple réduit au silence. Personne n'était disposé à

les entendre. Même leurs sages n'étaient plus écoutés. Ces peuples subirent aussi une oppression religieuse : la nouvelle religion que leur imposaient les missionnaires contredisait leur propre expérience religieuse. Ils devaient choisir entre la religion de l'Église et leur propre héritage religieux.

En 1531, loin des centres du pouvoir séculier et du pouvoir religieux, sur une colline qui était le site d'un ancien sanctuaire où l'on célébrait par la musique et le chant la dimension féminine de Dieu, un pauvre Indien du nom de Juan Diego, après avoir escaladé la colline comme les prêtres indiens avaient coutume de le faire, vit une belle dame au vêtement resplendissant comme le soleil. Elle lui parla. Elle lui révéla son nom. La seule phrase qu'elle prononça combinait des mots indiens et des mots espagnols, des symboles de Dieu indiens et espagnols. La belle dame réconciliait en elle la religion ancienne et le nouveau message chrétien. Notre-Dame de la Guadeloupe rétablissait les peuples autochtones dans leur dignité. Par elle ils avaient accès à la sphère du divin sans passer par le clergé espagnol. Même s'ils avaient été conquis, leur tradition, leur parole était finalement entendue et reconnue. Notre-Dame s'est déclarée vierge : mais pour un peuple dont les femmes ont été violées par les vainqueurs, la virginité signifie intégrité et liberté, et acunement mépris de la sexualité. Les Indiens alors devenaient les artisans de leur propre religion. Notre-Dame leur permettait de conserver leur identité culturelle.

« La Lupita », comme on a pris l'habitude de l'appeler affectueusement, devint le grand symbole de la consolation divine en Amérique latine. Et elle a toujours été, en même temps, un symbole de libération. On a fait la révolution sous son étendard. Ces dernières années, les travailleurs agricoles de la Californie, regroupés par Cesar Chavez, ont mené leur lutte sous son patronage : quand ils organisaient des boycotts, quand ils manifestaient devant les supermarchés, la bannière de Notre-Dame de la Guadeloupe les accompagnait.

La mariologie de la théologie de la libération latino-américaine se fonde sur cette piété mariale. Plusieurs catholiques, aujourd'hui, sont profondément attachés à cette figure de Marie et à son Magnificat, tel que rapporté dans l'Évangile de Luc, qui exalte le Dieu libérateur : « Il a déployé la force de son bras, Il a dispersé les hommes au cœur superbe, Il a renversé les potentats de leurs trônes et élevé les humbles, Il a rassasié de biens les affamés et renvoyé les riches les mains vides ». ■

35 % de rabais sur le prix en kiosque

relations, c'est aussi un cadeau.

Faites plaisir à vos amis ici ou à l'étranger :
offrez-leur un abonnement d'un an à la revue Relations.

1 an (10 numéros) : 16,00 \$

à l'étranger : 20,00 \$

L'abonnement-cadeau sera envoyé à :

Nom et prénom _____

Adresse _____

_____ Code postal _____

Relations adressera gratuitement une carte de souhaits de votre part.

Votre nom et prénom _____

Adresse _____

_____ Code postal _____

Paiement inclus : _____ \$

Prière de facturer

Correspondance-réponse d'affaires

Se poste sans timbre au Canada

Le port sera payé par :

Abonnement-
cadeau

relations

8100, boul. St-Laurent

Montréal (Québec)

H2P 9Z9



LA FONCTION CRITIQUE DE MARIE

par Guy Paiement

Centre Saint-Pierre

Oui, je sais, le titre peut étonner. La place de Marie a tellement été restreinte aux rôles de la femme docile, muette et obéissante qu'il paraît un peu drôle de parler de son action « critique ». N'est-ce pas, d'ailleurs, contre tous ces rôles attribués aux femmes par une certaine tradition catholique que beaucoup de femmes – et certains hommes – se sont rebellés ? Oui, je sais. Pourtant, je crois que c'est la fonction critique de Marie qui peut expliquer, dans notre histoire chrétienne, les hauts et les bas de l'importance accordée à cette femme unique.

Les disparitions de Marie

Inutile de se le cacher, Marie n'est pas, de nos jours, une valeur à la hausse. Les gens de ma génération se

souviennent encore de l'emphase mariale des années cinquante. Le mois de Marie, le chapelet en famille, le saint rosaire, les Enfants de Marie, la congrégation de la Sainte Vierge ; autant de coutumes et d'institutions qui, pour les générations montantes, font figure de fossiles.

Or, pour expliquer cet effacement de Marie, je ne crois pas suffisant d'invoquer la raison-tarte-à-la-crème de la « révolution tranquille » : la sécularisation aurait alors tout ébranlé et le Concile aurait fait le reste, balayant la religion populaire et imposant une liturgie aseptique, de moins en moins courue. Sans nier l'impact du grand « branle-bas », je suis porté à chercher une meilleure explication. En clair, tout ne se ramène pas à une diminution de la foi ancienne : il se dessine aussi un déplacement de la foi chrétienne, la lente recherche d'une foi plus articulée et mieux équilibrée. Et de ce déplacement, comme de bien d'autres dans

l'histoire de l'Église, Marie est la grande responsable.

Pour relire notre histoire ecclésiale et tenter d'y situer Marie, il faut une clé. Voici la mienne. Elle a quatre coches.

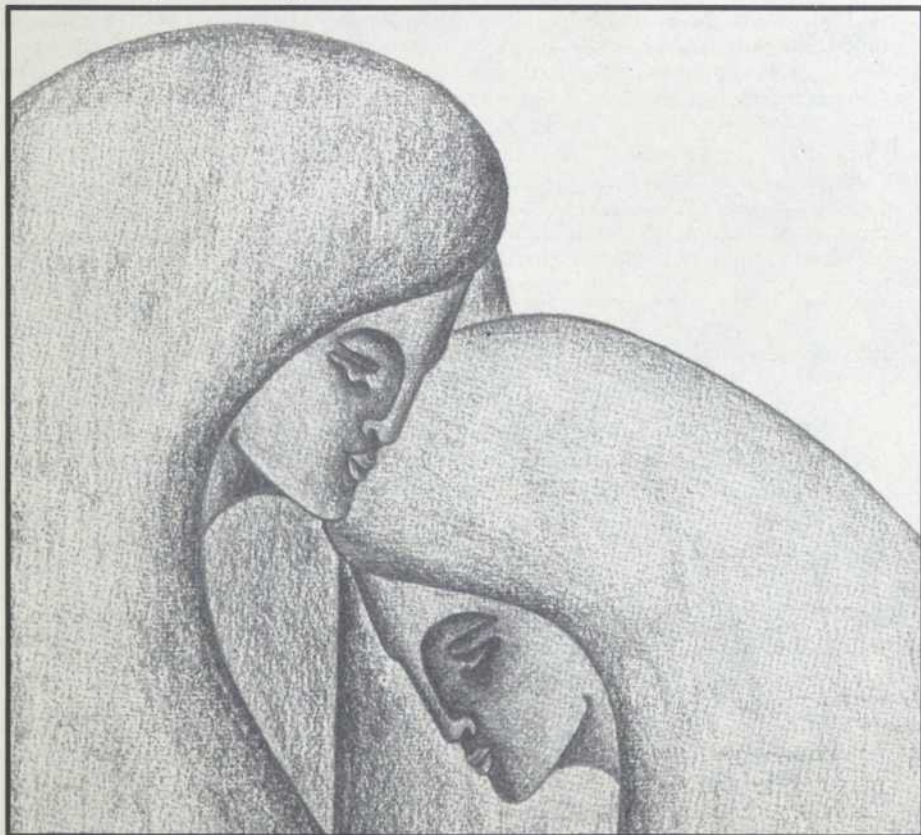
1. Une question d'équilibre

La foi chrétienne vécue demeure un ensemble de relations vivantes. Je pense, comme image, à un orchestre de jazz où chacun des instrumentistes est sensible à tous les autres et cherche constamment à s'harmoniser avec eux. Ou à la circulation de la vie dans les cellules du cerveau, avec ses échanges, ses réactions, ses équilibres. Une communauté vivante est à même de tenir ensemble les multiples éléments qui la composent et qui structurent sa foi.

Mais, que fera-t-elle si des scléroses s'installent ? Si des vérités s'encroûtent et prennent toute la place ? Si le Dieu de Jésus Christ devient pépère et grincheux ou si on impose à Jésus de Nazareth le masque du pouvoir impérial ? Sans doute les autorités ou certaines voix prophétiques veilleront-elles au grain. Mais les innombrables personnes qui tissent la communauté vont, elles aussi, réagir. À leur façon. Elles le feront souvent en favorisant des fêtes, des rites familiaux, des dévotions qui, de manière concrète, chercheront à retrouver un nouvel équilibre. Parmi toutes ces pratiques, officielles ou reconnues sur le tard, la dévotion à Marie joue depuis des siècles un rôle fondamental. Je crois qu'elle doit être comprise, dès le départ, dans cet effort de toute la communauté de foi pour retrouver l'équilibre de sa foi au Dieu vivant.

2. Un cran d'arrêt

Marie est liée depuis toujours à l'histoire de la nativité du Christ. Elle en est partie prenante. Mais elle n'est pas là pour faire nombre. Elle ne fait pas que côtoyer Jésus ou ses disciples. Elle est



Dessin de F. Hamelin. Extrait de P. Mathieu, Marie de Dieu, Éd. Paulines, 1987

toujours là, en effet, pour aider à les mieux comprendre. Pour les mettre à leur vraie place. En ce sens, elle est une sorte de *cran d'arrêt* qui veut sauvegarder un ensemble d'intuitions majeures de la foi primitive. C'est à ce titre qu'elle joue, dans le catholicisme au moins, une *fonction critique*.

Quand on perd de vue que le Ressuscité demeure toujours l'un des nôtres ou que notre Dieu nous a « dans les tripes » et qu'il ne peut oublier ses enfants, celle qui a dit « oui » à l'oeuvre de Dieu peut aider la communauté croyante à dire « non » aux déformations, voire aux durcissements de la vie de foi. Je pense que cette fonction critique de la dévotion à Marie demeure, chez nous, une façon concrète, populaire, de tenir à la primauté de la *Parole de Dieu* qui, nous le savons bien, ne passe pas seulement par les textes sacrés mais traverse les liens multiples que nous tissons et qui se tissent en nous. J'ajoute que cette place aura sans doute été d'autant plus grande que la réflexion sur l'Esprit est longtemps demeurée embryonnaire dans nos communautés.

3. Libérer l'initiative

La dévotion à Marie contribue sûrement à libérer les ressources de la contemplation et de la fantaisie. Elle apporte des correctifs à une pensée officielle trop programmée par le juridisme. Mais son apport fondamental me paraît d'abord de l'ordre de l'*appel à la conversion de la vie et de la pensée chrétiennes*. Il n'est pas destiné à remplacer la foi sclérosée ni même à lui ajouter quelques éléments plus affec-

tifs. Marie agit plutôt comme le sourcier qui invite à creuser pour libérer un point d'eau.

C'est pourquoi la communauté qui se laisse conduire par cet appel à un nouveau *déplacement* de sa foi ne sera pas surprise de constater que la figure de Marie puisse prendre, par la suite, moins d'importance. Marie était là pour permettre à la communauté de retrouver la vitalité de sa foi au Dieu incarné. *Une fois retrouvée cette vitalité, Marie s'efface*. En somme, on revivrait, au niveau de l'histoire de la foi chrétienne, le récit des noces de Cana : Marie intervient quand les gens de la fête sont mal pris. Mais son intervention ne ramène pas l'attention sur elle-même. Elle libère plutôt l'initiative et l'oriente clairement vers Jésus : « Faites tout ce qu'il vous dira », confie-t-elle aux gens de la maison.

4. La sage-femme

Si, toutefois, l'appel à la conversion ne trouve pas de résonances concrètes dans la communauté, la consommation de religion fera des ravages. On peut, en effet, consommer de la dévotion comme d'autres engouffrent du chocolat. La dévotion à Marie prend alors de plus en plus de place. Elle tend même à se *juxtposer* au Dieu de Jésus Christ. Au niveau de la société, cette déviation a tôt fait d'intéresser les divers pouvoirs, qui l'utilisent pour cautionner les rôles sociaux bien en place ou pour moraliser. Marie en vient à servir de prétexte pour promouvoir la virginité des jeunes filles bourgeoises, l'obéissance aveugle de la religieuse, la soumission de la femme à son mari, la pureté, la modestie, le conformisme, le

dolorisme, la soif du merveilleux, et quoi encore.

Pour ma part, je pense que même ces déformations nous aident à comprendre que Marie doit conserver, avant tout, une *fonction critique*. Son importance sera toujours « *transitoire* » : elle nous fait avancer, elle nous renvoie à l'essentiel. Car nous sommes en chemin, telle la jeune femme de Nazareth en route vers sa cousine enceinte. Marie, au fond, demeure la sage-femme de l'Église : elle assiste à la renaissance de chacun et de chacune.

À l'aide de cette clé, nous pouvons maintenant tenter d'ouvrir certaines portes de l'histoire de la foi chrétienne. De façon délibérée, j'ai retenu quelques exemples qui impliquent directement le dogme ou des fêtes officielles et d'autres qui touchent la piété populaire, car les uns et les autres sont portés par la communauté de foi. À chacun et chacune de faire sa petite enquête dans sa propre expérience.

« Né d'une femme »

Dès le début de l'Église, Marie sera mise à contribution pour préserver des intuitions de foi concernant la personne du Christ. Ainsi, quand certains groupes – les docètes – mettront en doute l'humanité réelle du Christ, on brandira la lettre de Paul aux Galates (chap. 4,4) qui rappelle clairement que le Christ est bien « né d'une femme ». Comme les adversaires n'en démordent pas, on affirmera que Marie doit être appelée « Mère de Dieu » car la relation qu'elle a vécue avec Jésus n'a pas été une

COURS PAR CORRESPONDANCE

Cours I : Introduction générale à l'Ancien Testament

Cours II : Introduction au Nouveau-Testament

Cours III : Un certain visage de Jésus : l'Esprit

Chaque cours comprend douze leçons.

Les frais de participation doivent être versés au moment de l'inscription ; ils couvrent les frais de correction et de poste :

40 \$ chaque cours (30 \$ sans correction) ; *Hors Canada* : 55 \$ chaque cours (45 \$ sans correction)

SΘCABI

Société catholique de la Bible, 7400, boul. St-Laurent, Montréal H2R 2Y1, tél.: (514) 274-4381

relation avec une simple enveloppe de chair mais bien avec une personne. Et si l'on admet que cette personne est divine, elle demeure pourtant aussi celle que Marie a bercée et allaitée.

Sur un autre front, plusieurs convertis récents acceptaient bien que le Christ soit un humain authentique mais non qu'il soit réellement le fils de Dieu. C'est alors qu'on reprit le texte de Luc où il est affirmé que Marie conçut son fils sans l'intervention d'un homme. On voulait souligner par là que l'initiative déterminante de la naissance de Jésus, le Christ, vient de Dieu seul et que l'on peut, en regardant Jésus, discerner des façons de faire qui sont celles de Dieu.

À travers tous ces débats, au coeur de toute cette recherche tâtonnante de la communauté croyante, on retrouve toujours la présence de Marie. Elle sert de balise, de point d'ancrage, d'instance critique pour conserver vivante et ouverte la route de la foi. Je suis convaincu, pour ma part, que cette fonction dépasse de beaucoup les premiers siècles et qu'elle est permanente.

Les « relevailles de Marie »

Un autre exemple, plus populaire celui-là : la très ancienne fête des « relevailles de Marie ». Quand les païens – les habitants des campagnes – se sont convertis en grand nombre, sous Constantin, ils ont pu trouver en Marie celle qui prenait le relais de leurs anciennes déesses protectrices. Les églises, d'ailleurs, étaient souvent construites sur le site des anciens temples, ce qui favorisait naturellement les continuités dans la vie du village. Or, pendant longtemps, les femmes, mêmes chrétiennes, sont demeurées écrasées par les tabous entourant la grossesse. On inventa alors la fête des « relevailles de Marie ».

Les femmes pouvaient ainsi chercher secours auprès de celle qui était si proche du Dieu de vie qu'elle ne connaissait pas la peur ni les tabous. Ainsi affirmait-on que Marie avait à coeur la nouvelle humanité commencée par Jésus et que son Dieu était bien plus fort que tous les tabous des hommes. Après des siècles de cette forme concrète d'exorcisme, les tabous perdirent de leur force et la fête put disparaître. On n'en retrouve guère de traces aujourd'hui, sinon peut-être dans cette présentation du nouveau-né sur l'autel latéral dédié à Marie, une fois le baptême terminé. Mais les antiques tabous ne jouent plus.



Théâtre du Rideau Vert / Guy Dubois

Parole de Sagouine !

UN JOUR, UN JOUR, PEUT-ÊTRE

De tous les peuples d'Amérique du Nord, le peuple acadien est le seul que je connaisse qui se soit donné, comme fête nationale, la fête de l'Assomption. Il est ainsi le seul à donner à Marie une dimension proprement *politique*, car cette fête, depuis toujours, rejoint les gens dans leurs patients efforts de promotion personnelle et collective. Un jour, un jour, peut-être, l'Acadie nous aidera à décaper Marie et à nous révéler les complicités qu'elle possède avec le développement et la lente montée de tout ce qui est vraiment humain.

G.P.

Quand Marie négocie avec le diable

Au Moyen-Âge, la présence de Marie fut très importante. Elle n'est sûrement pas étrangère à la vitalité de cette pléiade de femmes entreprenantes que nous redécouvrons à travers les romans de Jeanne Bourin. Qu'il suffise d'évoquer ici le fameux récit du clerc Théophile, encore connu de Rutebeuf au quatorzième siècle. Nous y voyons Marie négocier avec le diable pour sauver le malheureux clerc qui lui a vendu son âme contre de l'argent. À une époque où les structures sociales, les rôles et les interdits risquent d'étouffer toute initiative et de condamner à jamais les déviants, l'intervention de Marie maintient ouverte l'affirmation de foi en la liberté et la miséricorde de Dieu.

Qu'on songe aussi à la fonction pratique de toutes ces cathédrales dédiées à Marie. Véritables travaux publics du temps et ce, pour plusieurs générations, elles témoignaient de façon concrète que la foi chrétienne n'était pas seulement un outil du pouvoir féodal. Elle pouvait aussi faire vivre et travailler, redonnant même, avec la « fête des fous », un lieu, en pleine cathédrale, où la critique sociale pouvait s'exprimer et où l'on pouvait « mener le diable ».

L'Assomption de Marie et Teilhard

Chez nous, la proclamation, en 1954, du dogme de l'Assomption de Marie, suscita beaucoup d'études de nos théologiens et un grand nombre d'initiatives officielles. Le dogme rappelait que Marie, transformée par la force du Christ ressuscité, était montée au ciel avec son corps. C'était souligner qu'il y a, dans notre histoire, une force d'amour qui soulève les corps et les cœurs et qui les incite à monter de plus en plus vers la source de toute vie et de tout amour. Marie de Nazareth, fille de notre terre, montrait la voie, comme si elle anticipait, dans sa personne, ce qui est toujours promis à notre humanité.

Mais, là aussi, on fit rapidement de ce rappel un objet de consommation religieuse. Pas étonnant qu'il soit entré dans l'oubli assez rapidement et qu'on n'ait pas su le relier aux intuitions audacieuses d'un Teilhard de Chardin, qui rêvait de la lente montée de toute la matière vers le point Oméga. Il faudra

tabous ne jouent plus. attendre le concile Vatican II, avec sa volonté de remettre « l'Église dans le monde de ce temps », pour mesurer l'ampleur de la conversion attendue.

Chose réconfortante, lors de l'Expo 67, à Terre des hommes, notre Église a accepté, très symboliquement d'ailleurs, d'entrer dans cette perspective nouvelle et de tenter de « soulever ou d'évangéliser de l'intérieur » ce monde nouveau qui se déployait devant nous. Vingt ans après, nous sommes portés, il est vrai, à être plus réservés. Il n'empêche que l'appel à la conversion perdure et que les dernières lettres de nos évêques sur les transformations néces-

saires de notre économie nous tracent des avenues, sinon faciles, du moins assez claires.

Une année mariale : quoi faire ?

Dans ce contexte général, l'invitation récente du Pape à retrouver l'importance de Marie dans notre vie chrétienne peut ouvrir des chemins. Sous le fatras des statues de plâtre et des récupérations moralisatrices, Marie est sûrement à redécouvrir. Mais nous ne pourrions pas le faire de façon valable sans tenir compte des *signes des temps* qui ont balisé notre histoire récente. Car Marie, comme les signes des temps, nous invite à des *déplacements de notre foi*. J'en retiens trois.

D'abord redécouvrir Marie dans sa *dimension personnelle* de femme, liée à l'événement central de la nativité de Jésus et au bouleversement majeur de son message et de sa vie. Mais nous n'y parviendrons pas sans accepter le décapage du féminisme et sans créer des espaces plus grands aux femmes dans notre Église et dans notre milieu.

Puis redécouvrir Marie *au cœur de notre Église*, comme notre soeur croyante et comme solidaire depuis des siècles de notre longue aventure. Mais ce sera peine perdue à moins de faire davantage confiance à l'Esprit et à ses chemins imprévus. Or ces chemins passent, de nos jours, par les liens encore timides qui se cherchent avec les gens de notre milieu, par les alliances retrouvées pour tenter de « disperser les superbes » et pour « combler de biens les affamés ».

Enfin, Marie a aussi quelque chose à voir avec *l'avenir de l'humanité* et sa lente ascension. Mais comment y croire sans chercher à intégrer notre corps et notre environnement comme des partenaires obligés de notre montée spirituelle ? Comment y aspirer vraiment sans devenir solidaires des efforts des exclus d'ici et d'ailleurs, de ceux et de celles qui, précisément, ne voient pas d'avenir ? Et comment pratiquer cet espoir avec un certain réalisme sans imaginer, peu à peu, une économie qui serait socialement rentable pour tout le monde ?

La redécouverte de la place de Marie devient, en définitive, indissociable d'un *déplacement* à faire dans notre vie ordinaire. Qui sait si, quelque part, là vieille Elisabeth, émue et inquiète de la nouveauté qu'elle porte, ne nous attend pas ? ■



LES NOUVEAUX VISAGES DE LA PAUVRETÉ
sous la direction de
Madeleine Gauthier

Chaque époque a eu ses manières de définir la pauvreté, de décrire «ses pauvres» et de résoudre ses problèmes d'inégalité. **LES NOUVEAUX VISAGES DE LA PAUVRETÉ** ont souvent peu de ressemblance avec l'image traditionnelle du pauvre.

Cet essai propose une lecture actuelle de la pauvreté. Il illustre des situations de pauvreté vécues par les chômeurs, les travailleurs précaires, les familles monoparentales, les réfugiés...

Les auteurs attirent l'attention sur les mécanismes qui engendrent la pauvreté et les remises en question qu'elle suscite. Ce dossier sur les nouveaux visages de la pauvreté en dit long sur notre société.

258 pages **18,50 \$**

iqrc
Institut québécois de recherche sur la culture
1979

INSTITUT QUÉBÉCOIS DE RECHERCHE SUR LA CULTURE
14, rue Haldimand, Québec (Québec) G1R 4N4

LES OIES DU CANADA

par Henri Sader



Après la réforme fiscale, au repos M. Wilson !
Et que les oies s'excitent !

C'est sur une nappe d'un restaurant de Washington que le professeur Arthur B. Laffer, de l'université de Californie du Sud, aurait griffonné, en décembre 1974, sa fameuse courbe des rendements décroissants de l'impôt. On n'a jamais retrouvé la nappe; M. Laffer par contre est devenu célèbre.

La « rambonomique »

La courbe allait porter son nom et sa pensée former le fer de lance du courant de « l'économie du point de vue de l'offre » (*Supply-side Economics*) en fournissant une base théorique à la grande contre-offensive néo-conservatrice des années 80. Celle-ci vise, entre autres, à réhabiliter dans les démocraties occidentales la justice économique expéditive du darwinisme social.

Traduits en termes de politique économique, la réduction des dépenses de l'État et de son rôle, le contrôle du déficit

1. Voir à ce sujet l'important document pastoral des évêques américains sur l'économie, dans *Origins* (27 nov. 1986), Vol.16, No 24.
2. Préface au *Défi du plein emploi*, de Diane Bellemare et Lise Poulin Simon, Éd. Saint-Martin, Montréal, 1986 ; p.10.

et de la masse monétaire et la baisse des impôts constituent la grande trilogie néo-conservatrice. Rien de plus en somme qu'une saine politique de gestion financière et une « libération » de l'initiative privée. Hélas ! En cette ère d'individualisme extrême, on commet une fois de plus l'erreur – pourtant classique – de confondre les finances de l'État avec celles d'un individu. Le Père du libéralisme, Adam Smith, ne disait-il pas lui-même, voici plus de deux cents ans, que « ce qui est sagesse dans la conduite d'une famille privée peut être presque insensé dans la conduite d'un grand État » ?

La courbe de Laffer et le néo-conservatisme ont néanmoins survécu aux mésaventures des « Supply-siders », dont la moindre ne fut pas la grave récession de 1982, où l'on s'est acharné sur le malade pour combattre la maladie presque au point d'achever l'un et l'autre. Les sceptiques pourront jeter un coup d'oeil sur les statistiques de la misère sociale croissante aux États-Unis où, malgré la reprise de 1984, plus de 33 millions de personnes – ceux qu'on appelle les paresseux et les profiteurs – vivent aujourd'hui en-dessous du seuil officiel de la pauvreté alors que 2 % des familles – sans doute les travailleurs « tough » et astucieux – détiennent quelque 57 % de l'actif financier net du pays (en excluant l'immobilier)¹.

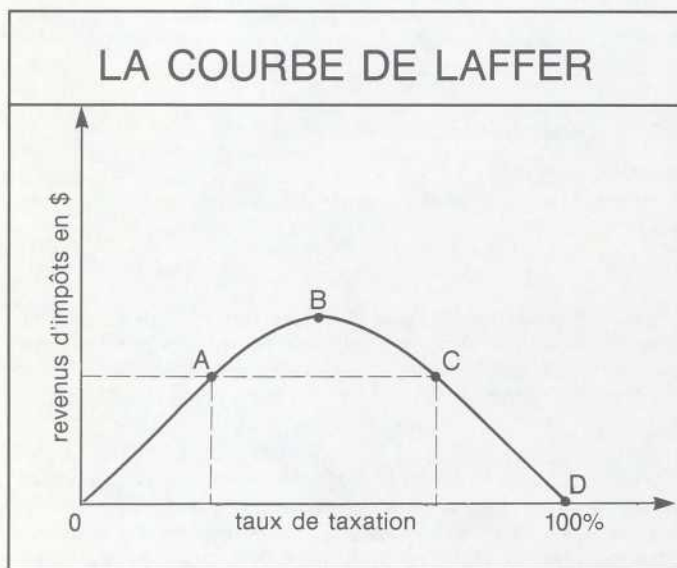
Au Canada quelque 3 900 000 personnes sont officiellement considérées pauvres. Si le néo-conservatisme survit toujours, c'est parce qu'il n'a pas d'existence intellectuelle indépendante : comme le souligne le professeur Jack Weldon²

de l'université McGill, « il n'est que le complément de l'interventionnisme économique dans un État démocratique. Il gagne de la popularité ou en perd en fonction des échecs ou des succès de l'interventionnisme, tant en théorie qu'en pratique. Dans le milieu académique, il est endogène aux événements politiques, sans originalité, la plupart du temps trivial et fondamentalement tautologique... »

Raisonner de travers

L'interventionnisme, il est vrai, a entraîné des abus et des erreurs. La correction des gaspillages et de l'inefficacité d'une économie ne passe pas forcément par l'extension du pouvoir d'une bureaucratie qui n'a plus d'autre finalité que de se maintenir, au sein d'un état-carcen qui se mêle de tout et ne résoud rien. C'est raisonner de travers cependant que de remettre en question le concept même de l'interventionnisme du secteur public, qui vise à atténuer l'effet des crises périodiques de l'économie capitaliste sur la population.

Sans intervention, la redistribution du Revenu National sera biaisée et injuste car elle se fera à l'avantage d'une minorité. Dévaloriser l'État-Providence, c'est aussi interdire l'effet harmonisant de structures gouvernementales et parapubliques qui peuvent ignorer la recherche du profit monétaire et oeuvrer pour un intérêt général clairement identifié.



La courbe de Laffer, elle, va continuer de séduire, malgré son simplisme, en décrivant d'une manière élégante l'effet pervers d'un impôt direct élevé et trop progressif sur l'incitation au travail et sur les revenus de l'État.

Si des taux plus élevés rapportent plus d'argent au fisc, au-delà d'un certain taux de taxation (B), les revenus d'impôt vont diminuer pour tendre ultimement vers zéro (D) : à ce stade, ceux que l'envie prendrait de travailler pourraient tout aussi bien demander à leur employeur d'envoyer directement leur paye à Revenu Canada/Québec... Si le taux d'impôt direct d'une économie se trouve sur la pente descendante (C), il est donc logique de recommander une baisse de l'impôt puisque l'État pourrait obtenir les mêmes résultats avec un taux moins élevé (A). Mieux, en encourageant l'effort productif et la consommation, la prospérité générale devrait s'accroître et, avec elle, les revenus du trésor.

L'idéal théorique serait de trouver le taux optimal B et avec lui le nirvana fiscal. Théorique, en effet. Car, pour reprendre le mot du philosophe, « à un crochet peint sur un mur on ne pourra suspendre qu'une chaîne également peinte sur un mur ». L'évidence empirique fait défaut et, ne l'oublions pas, le taux moyen d'imposition est fortement réduit en pratique par la prolifération d'abris et d'échappatoires fiscaux qu'une armée d'avocats et de comptables s'évertueront à exploiter.

Le gâteau et les miettes

Margaret, Ronald, Brian et les autres sont donc partis en guerre contre l'impôt. Entreprise on ne peut plus louable si elle n'était intégrée à une vision élitiste et primaire de l'économie sociale. En fait, leur politique économique renforcera les privilèges et la capacité d'enrichissement des puissants dans l'espoir que le reste de la population finisse par en bénéficier indirectement.

En remontant le moral des millionnaires par un allègement de leur fiscalité, on les incite à faire librement fructifier leurs talents ... et à s'enrichir encore plus ; dans l'agitation fébrile qui s'ensuivra, une multitude de miettes tomberont de la table du banquet à la grande joie du commun des mortels et sous les yeux ravis des adeptes de « l'économie-du-goutte-à-goutte » (*trickle-down economics*).

Laffer n'aura donc parlé que pour les riches puisqu'il est bien entendu qu'ils sont les seuls à payer trop d'impôt. Quant aux pauvres, il suffira simplement de trancher le « noeud gordien » de l'assistance sociale pour les encourager à sortir de leur léthargie et à rejoindre nos vaillants millionnaires dans la grande ruée vers l'or. La classe moyenne, elle, sera périodiquement soumise au régime de la douche écossaise au gré des budgets et des réformes : moins d'impôts plus de taxes... plus de taxes moins d'impôts... plus d'impôts moins de taxes... Car il ne faut surtout pas en venir au point où, faute de consommateurs, il n'y aurait plus de consommation !

L'oie grasse

Comment purger l'Économie des humeurs peccantes de l'État-Providence et comment saigner les contribuables sans pourtant tuer la poule aux oeufs d'or ? Tel est en gros, comme pour les médecins de Molière, le rêve et le dilemme de tout ministre des Finances néo-conservateur. Le traitement devra tenir compte de la conjoncture et des particularismes socio-économiques, culturels et institutionnels du pays où il va sévir. Il faut aussi penser aux élections, bien sûr...

Mais il existe quand même un principe fondamental dans une politique fiscale de ce genre. Simplement exprimé, il consiste à « plumer le peuple comme on plume les oies, sans qu'il crie trop fort », comme le disait l'un des premiers ministres des Finances modernes³.

Pour éviter de sacrifier la poule aux oeufs d'or, l'on tuera/plumera donc prudemment quelques oies, que l'on aura au préalable engraisées par une politique fiscale appropriée, en s'assurant que d'autres oies seront prêtes à prendre la relève à la prochaine saison. Pour voir comment s'y prendre, regardons M. Wilson jouer à la chaise musicale.

3. Le mot est, je crois, de Colbert.

LE JEU DE LA CHAISE MUSICALE

- **objectif** : « instaurer un cadre économique propre à l'initiative privée et à la prise de risques et qui récompense le succès » (M. Wilson);

- **première manche** : la réforme fiscale;

- **contrainte** : « Il est indispensable que nous progressions vers une réduction du déficit ... » (M.Wilson);

- **conjoncture** : libre-échange ; concurrence internationale « féroce »; perspectives inflationnistes et chômage; essoufflement de la reprise et projections défavorables de la demande intérieure;

- **joueurs** : les entreprises petites, moyennes et grandes (dans tous les secteurs) et les contribuables pauvres, riches et moyens;

- **règle du jeu** : le joueur qui se retrouve sans chaise sera l'oie grasse à plumer;

- **animateur** : M. Wilson (souffleurs: Ronald et Margaret);

- **particularité** : à chaque tour, c'est M. Wilson qui choisit celui qui se retrouve sans chaise et qui paiera plus d'impôts.

Avant la réforme

Voici d'abord le déroulement de la partie jusqu'à la réforme de juin 1987.

1. Depuis l'arrivée au pouvoir des conservateurs, l'augmentation des recettes de l'impôt direct (+ 22 milliards en tout) se fait surtout au détriment des particuliers et des familles qui n'ont pas recours aux abris fiscaux et que personne n'aide à décrypter les 38 558 pages de l'*Income Tax Act* : **Debout**.

2. Dans sa croisade contre le déficit, M. Wilson se fait le champion de la désindexation ou de l'indexation partielle des pensions, allocations familiales et tables d'imposition. Il se heurte à la résistance des personnes âgées qui refusent de jouer (Budget 1985) en se cramponnant à leur chaise. Par contre, ce sont les personnes et familles vivant au-dessous du seuil de la pauvreté, et plus particulièrement les familles monoparentales, qui font les frais de cette croisade : en deux ans cette politique a relevé de 28 % les impôts de ceux qui gagnent moins de 10 000 \$ par année - **Debout** - mais seulement de 5 ou 6 % les impôts de ceux qui gagnent plus de 50 000 \$ par année⁴ : **Assis**.

3. Dès son arrivée au pouvoir, le premier geste fiscal de M. Wilson est d'accorder une exemption cumulative à vie de 500 000 \$ sur le gain en capital. La première tranche de 100 000 \$ est acceptée en 1986 et les quatre autres tranches devraient s'étaler sur 4 ans jusqu'en 1991. Cette nouvelle promesse déclenche une orgie de spéculations foncières et financières qui font le bonheur des spéculateurs, courtiers, « Lawyers » de Bay Street et gros promoteurs immobiliers⁵ : **Tous assis**.

Surprise ! Les familles à revenu moyen ont à peine eu le

temps de savourer la baisse des taux hypothécaires que la flambée des prix du logement et de la taxe foncière vient leur claquer au nez la porte de la propriété ... à moins de se résigner à l'endettement à vie. Beaucoup acceptent cet écrasement dans l'espoir que les prix continueront à monter... Autre surprise : l'épargne logement est supprimée : **Debout**.

4. Grâce au Labyrinthe fiscal, aux exemptions, exonérations, reports (28,7 milliards pour cette seule rubrique), déductions de toutes sortes et peut-être aussi du fait d'un soupçon de malhonnêteté, plus du tiers des entreprises rentables ne paient pas d'impôt, ce qui équivaut à un cadeau de plusieurs milliards. Le taux d'imposition effectif des entreprises est ainsi ramené à 20 % (au lieu de 39 %) : **Assis**.

Mais la conjoncture change, la reprise s'essouffle et l'échéance électorale pointe sinistrement⁶ à l'horizon 1988. Le vacarme des oies plumées et rachitiques devient assourdissant. Il faut jouer à nouveau pour relancer l'économie et faire comme Ronald⁷. Heureusement que la réforme fiscale est prête !

La réforme Wilson

Voici un bref rappel⁸ des points saillants de la réforme du 18 juin 1987.

- Restructuration de la progressivité de l'impôt : M. Wilson s'inspire de la réforme fiscale américaine et réduit les paliers de progressivité de 10 taux (variant de 6 à 34 %) à 3 taux : 17, 26 et 29 %. À la baisse des taux d'imposition s'ajoutent la suppression des exemptions personnelles et leur remplacement par des crédits d'impôts. Cette dernière mesure devrait maintenir l'impôt progressif, donc équitable, selon M. Wilson.

- Baisse et hausses sélectives des taux d'imposition des sociétés et élargissement de leur assiette fiscale grâce à l'élimination totale ou partielle de plusieurs déductions.

- Deuxième partie à venir : restructuration de l'impôt indirect en prévoyant pour 1989-90 une taxe fédérale multistade (taxe sur les transactions commerciales ou sur la valeur ajoutée) qui prendrait la relève de l'actuelle taxe de vente fédérale, très contestée parce que jugée discriminatoire. Celle-ci favorise en effet l'importation au détriment de la production locale.

4. Michel Vastel, « Lettre d'Ottawa », *Le Devoir*, 15 juin 1987.

5. On peut faire le rapprochement avec la nouvelle politique destinée à attirer les immigrants investisseurs (riches). Voir Tom Fennel, « Rich and Powerful », *Maclean's*, 17 août 1987, p.24.

6. Du latin « sinistra », qui veut dire « du côté gauche »...

7. Maryse Robert, « La réforme fiscale américaine », *Relations*, novembre 1986, p. 279.

8. Pour les détails sur la réforme, l'on se référera au *Devoir* et à *La Presse* du 19 juin 1987.

Que devient donc notre Jeu en 1987/1988 ?

Pour M. Wilson, l'essentiel est de rapprocher la pression fiscale de celle qui prévaut aux États-Unis et de trouver d'autres oies grasses pour compenser le manque à gagner qui va résulter des baisses partielles : à chacun son tour, si possible !

1. L'exemption cumulative de 500 000 \$ sur le gain en capital est supprimée. Pour que les amis de Bay Street et d'outremer ne crient pas trop fort, la première tranche de 100 000 \$ reste admissible, mais tout gain supplémentaire sera lourdement taxé. Le crédit d'impôt sur les dividendes est également réduit. Les spéculateurs fonciers et les gros boursicoteurs ont suffisamment engraisé et fait gagner à beaucoup de monde des commissions rondellettes ; il faut



Canapress

M. Wilson présente l'addition.

gentiment les amener à régler la note sans pour autant trop les décourager : **Debout** (ou faites au moins semblant).

2. Le temps de la récolte fiscale est également venu pour les banques et les sociétés de fiducie qui voient augmenter leur taux d'imposition fédéral de 14,4 à 21,3 %. Toutes obèses de profits, elles ont traditionnellement été épargnées ; c'est maintenant l'heure de la quête : **Debout** S.V.P.

3. Pour décourager l'évasion fiscale et le déplacement de leurs activités au pays de Ronald, le reste des entreprises va généralement bénéficier en 1988 d'un taux d'imposition moins élevé. Cette mesure s'accompagne de l'élimination totale ou partielle de divers encouragements et déductions (fini « le party »), ce qui va élargir l'assiette fiscale imposable. Les entrepreneurs vont donc se retrouver **debout ou assis** selon les cas.

Trois ans déjà que le nombre des chaises diminue, que les ménages moyens et pauvres font les frais du jeu de M. Wilson et se retrouvent debout à chaque tour. De 1984 à 1987, l'impôt direct des particuliers s'est accru de 48 % (de 29 à 43 milliards) alors que celui des sociétés n'augmentait que de 4 % (de 9,3 à 9,7 milliards). Écrasée par ce fardeau croissant, la poule aux oeufs d'or bat sérieusement de l'aile...

Par le biais d'une restructuration de leurs taux d'imposition et d'une formule plus équitable de crédits d'impôts, plus de 8,9 millions de ménages vont bénéficier d'une baisse moyenne de 475 \$. En outre, 850 000 personnes ne paieront plus d'impôts, dont 225 000 personnes âgées. Tout ce monde **reste assis** pour l'instant : M. Wilson vous redonne un peu du plus qu'il vous avait pris.

1,5 million de ménages toutes catégories vont cependant voir leur impôt augmenter de 665 \$ en moyenne. Il s'agit pour l'essentiel de travailleurs indépendants et de ceux dont le revenu est tiré de placements : **Debout**.

La suppression des exemptions et leur remplacement par des crédits d'impôts fixes empêchera certes les contribuables à revenu élevé de tourner la progressivité de l'impôt à leur avantage tout en bénéficiant surtout aux contribuables dont le revenu est inférieur à 27 500 \$ et qui sont taxés à 17 %. Remarquons cependant qu'il n'y a qu'un écart de 3 % entre les taux d'imposition de ceux qui gagnent plus de 55 000 \$ (29 %) et de ceux qui gagnent entre 27 501 \$ et 55 000 \$ (26 %). Pourquoi ce traitement de faveur ? Réponse officielle : il faut décourager l'émigration au sud des oies de qualité (artistes, athlètes, médecins, ingénieurs, etc...) Mais quelle aubaine également pour les spécialistes de l'enrichissement à la commission, dont le revenu n'est jamais inférieur à six chiffres ! **Assis**.

L'addition

C'est un fait : 80 % des ménages canadiens paieront moins d'impôt en 1988. Mais il n'est pas du tout sûr qu'il en soit ainsi en 89 ou 90. Car nous devons prévoir la deuxième phase de la réforme Wilson.

La réforme de l'impôt direct fera que les particuliers paieront 11 milliards de dollars de moins sur les cinq prochaines années. M. Wilson reprend 5 milliards aux entreprises mais il reste un trou de 6 milliards à combler. Que faire ? Car il ne faut surtout pas enfreindre le tabou de l'équilibre budgétaire. Un retour aux sources s'impose : Ronald, dans sa réforme de 1986, avait décidé de déplacer le fardeau fiscal des particuliers vers les entreprises et ces dernières ont vu leur charge fiscale augmenter de 120 milliards de dollars US en cinq ans. Alors on fait un peu comme lui, mais sans y aller trop fort ! Dans cette conjoncture de libre-échange, il ne faut surtout pas que nos « oies-entreprises », vexées par tant de gourmandise, migrent définitivement vers le sud en poussant de grands cris de colère.

Sur un autre plan, on ne va pas risquer comme Ronald un accroissement (ô sacrilège !) du déficit. C'est là que la Dame de fer va servir de modèle. Contrairement à Ronald, Margaret a eu recours à des hausses record de taxes à la consommation pour compenser la baisse de l'impôt direct⁹. M. Wilson d'ailleurs l'a bien remarqué, lui qui a introduit depuis 1985 des volées de taxes indirectes. Cette fois cependant, il

9. Thierry Gandillot, « Guerre mondiale contre l'impôt », *Science et vie économique*, février 1987.

va viser plus gros en prévoyant pour 1990 de tout envelopper par la taxe fédérale multistade.

Ce projet très lucratif (pour Ottawa) est contesté. Cette taxe régressive ne manquerait pas de pénaliser les pauvres puisqu'elle frappera tous les biens de consommation y compris les aliments. Chacun sait que ce sont les moins fortunés qui dépensent la plus grande proportion de leur revenu pour se nourrir. M. Wilson nous promet alors d'améliorer le crédit remboursable au titre de la taxe de vente et de restructurer les paliers d'impôt au bénéfice des petits et moyens revenus. Reste à voir si cela va suffire !

À quoi joue-t-on ?

Quelle peut être la finalité macroéconomique de la réforme ? Il est clair qu'elle vise, dans un premier temps, à stimuler la consommation que les prévisions montrent en train de s'essouffler. Même si le montant de 475 \$ par ménage paraît faible, il devrait avoir un effet multiplicateur global non négligeable une fois multiplié par 8,9 millions. Dans ce contexte, la suppression de l'exemption de 1000 \$ sur les intérêts perçus ne peut que renforcer la dépense ou l'investissement boursier.

Ce regain d'activité pourrait également compenser partiellement la ponction faite aux entreprises. Vue sous un autre angle, cette mesure équivaut à une hausse des salaires, subventionnée par le secteur public, et qui se fera surtout à l'avantage des employeurs spécialistes du salaire minimum : 625 000 petits revenus ne paieront plus d'impôt en 1988. Les chiffres officiels montrent que ce sont les petites entreprises qui créent plus de 80 % des nouveaux emplois et on sait qu'elles n'ont généralement pas les moyens de payer des salaires civilisés...

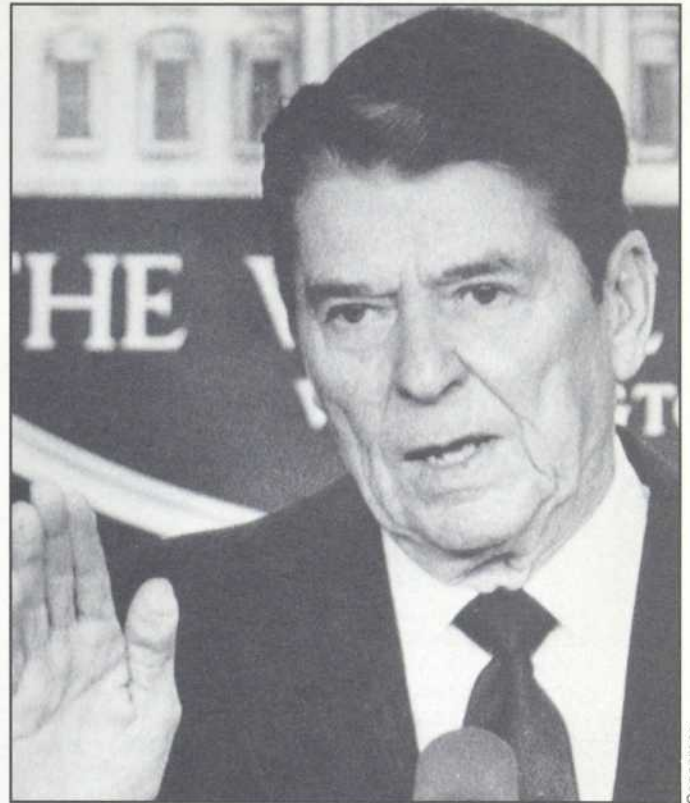
Ceci s'inscrit dans la stratégie de guerre générale que le gouvernement conservateur fait aux salaires en espérant ainsi accroître la « compétitivité de l'économie ». L'effet de cette politique d'austérité va dans le sens d'une tiers-mondisation relative de la structure salariale au Canada et au Québec et d'une dualisation du marché du travail.

Afin de favoriser nos exportations et pour faire concurrence aux Japonais et aux Coréens, le jour n'est pas loin où Ottawa et Québec nous demanderont de manger du riz et du poisson trois fois par jour.

Grâce « au renforcement de la compétitivité de l'économie canadienne », M. Wilson espère que ces mesures n'aboutiront pas (sic !) à une détérioration de nos échanges. Lorsque, en 1990, viendra le temps des moissons et dans l'espoir que le miracle de la croissance aura permis à nos oies-consommatrices de prendre un peu de poids, on introduira la taxe multistade. D'ici là l'initiative de l'investissement est laissée aux « entrepreneurs » canadiens qui, jusqu'ici, se sont bien plus occupés de prises de contrôle de sociétés et de gains spéculatifs que d'investissements productifs¹⁰.

L'addition sur cinq ans : $6+5 = 11$ milliards, toutes taxes comprises. La réforme est techniquement équilibrée mais, puisque le « haut-emploi » n'est pas dans ses priorités, rien ne sert d'expliquer à M. Wilson que, dans cette conjoncture, abolir le chômage en refusant le déficit aboutira à une impasse.

Il est fort possible qu'en payant sa note de restaurant, M. Laffer ait laissé un bon pourboire en plus de l'addition, ce soir de décembre 1974 : c'est qu'au pays de Ronald la taxe multistade n'a jamais figuré au menu. ■



Canapress

La bénédiction du grand-prêtre...



Canapress

... et de sa Dame de fer

10. Mario Seccareccia, « La stratégie de reprise économique et le budget fédéral », *Bulletin de l'Association d'Économie Politique*, avril 1987.

DES SERVICES SOCIAUX SOUS ENQUÊTE

par Gisèle Turcot

Scandale, triste histoire digne d'une enquête publique ! Ainsi la presse a-t-elle qualifié la situation ambiguë qui a entraîné le départ du directeur général du Centre des services sociaux du Montréal métropolitain (CSSMM). L'indignation des employés devant un style de gestion insoutenable est parvenue, cette fois, à déclencher l'opération-vérité maintenant en cours, depuis la série d'analyses et de contre-expertises comptables jusqu'à la remise du dossier entre les mains de la justice.

L'événement est révélateur. Bien qu'on ait mis en place les mécanismes de responsabilité sociale prévus par la Loi sur la réorganisation des services sociaux et de santé – conseil d'administration, conseil des usagers, regroupements professionnels et syndicaux, sans oublier la vérification comptable – des abus se sont produits, s'échelonnant sur des mois et peut-être même sur des années.

Une question de système ?

Le fait que de semblables pratiques puissent exister ailleurs, dans le secteur privé ou dans le secteur public, ne les rend pas moins repréhensibles ni moins incompatibles avec l'idée que nous nous faisons de la gestion des fonds publics. Mais pourquoi réagissons-nous avec plus d'inquiétude et d'impatience lorsque ces irrégularités et ces abus ont cours dans les services sociaux ?

Nous sommes sans doute encore plusieurs à être convaincus que les citoyens les plus vulnérables de notre société, et qui constituent la majorité de la clientèle des services sociaux parapublics, doivent pouvoir compter sur l'appui d'un réseau intègre. Et nous sommes tout prêts à croire que la plupart des praticiens et des administrateurs qui y travaillent entretiennent toujours un noyau de sympathie et de solidarité avec les personnes qui réclament leur aide. Nous sommes également nombreux à présumer que le réservoir de générosité, qui donne une âme aux multiples projets gérés par des organismes communautaires et autonomes, anime aussi l'action de nombreux travailleurs sociaux à l'oeuvre dans le réseau des institutions qui relèvent plus directement du ministère des Affaires sociales.

Mais alors comment a-t-on pu en arriver à un système qui encourage, selon le sociologue Jacques T. Godbout, l'irresponsabilité des cadres, l'insensibilité à l'urgence et à la gravité des problèmes et l'éloignement de la clientèle ? Ce mal serait « plus répandu qu'on ne le pense »¹ S'il existe, et s'il est plus étendu qu'il n'y paraît, nous devons l'examiner de plus près.

En vérité, quiconque connaît un tant soit peu l'histoire des services sociaux sait qu'après les travaux de la Commission

Castonguay-Nepveu, le Québec est passé de l'ère des initiatives privées à l'expansion d'un « système » de services gérés selon les règles définies par l'État.

Auparavant, les petites équipes des « agences de service social » étaient sûrement moins coordonnées en termes juridiques, mais elles restaient néanmoins en communication les unes avec les autres pour répondre aux besoins de la population. Jugées trop artisanales par les jeunes loups qui envahissaient la fonction publique et qui rêvaient de vastes plans d'ensemble, ces équipes durent s'intégrer au plan général de réorganisation des services sociaux (et de santé), ou choisir de disparaître.

Les symptômes du déclin

En même temps, on tournait la page des agences (polyvalentes ou spécialisées) dirigées par des professionnels du service social, pour ouvrir le grand chapitre de la gestion savante confiée à des travailleurs sociaux recyclés en administration ou à des administrateurs chevronnés. Du coup, une profession jusqu'alors faiblement rétribuée, et dominée par les femmes, est devenue très attirante pour des gestionnaires masculins...

C'est probablement à cette génération qu'appartient l'ancien directeur général du CSSMM. En dépensant les sommes que l'on sait, comme il l'a lui-même affirmé, il ne faisait que se conformer aux règles en usage dans le secteur privé (il faut entendre, probablement, celui des affaires). C'est un risque de transposer dans un champ où priment les valeurs d'humanisation et de justice les règles qui régissent d'autres univers, où la logique des profits et du marché impose d'autres conduites en vertu d'autres alliances.

Personnellement, toutefois, je refuse d'interpréter ces événements comme une affaire de comportement inspiré par le seul modèle administratif. Même si le Centre des services sociaux de Montréal est une grosse machine : 1200 personnes à l'emploi de 80 points de services pour desservir la population francophone de l'île de Montréal et de l'île Jésus, et pour toute une gamme de problèmes sociaux, c'est énorme.

Mais il y a plus. Au risque de paraître moralisante, et avec le réflexe d'une travailleuse sociale formée aux « diagnostics », je propose de relire la crise du CSSMM – et la perplexité qui règne en maints autres services – avec la grille du *vacuum moral*. Celle du déclin, si vous préférez. Autrement dit, les

1. *La Presse*, Montréal, 27 juillet 1987.

services sociaux se cherchent une âme, je veux dire une vision et une éthique.

Le milieu des services sociaux vit à sa manière le désenchantement et la désillusion. Désenchantement face aux résultats d'une réorganisation inspirée par les principes de l'accessibilité et de l'universalité. Désillusion des tentatives de réinterprétation des valeurs qui sous-tendent la pratique quotidienne des travailleurs sociaux. Des initiatives de mobilisation ont échoué. Des travailleurs politisés sont partis planter leur tente ailleurs, d'autres s'essaient à l'action syndicale. Certains se sont repliés sur leur boulot quotidien avec les usagers. Quelques-uns avouent qu'ils vont chercher dans leurs engagements bénévoles le souffle qu'ils ne trouvent plus dans les grosses boîtes où il faut bien gagner son pain.

Du souffle et des racines

Pendant longtemps, pratiquement depuis ses origines, le service social a puisé dans la tradition judéo-chrétienne son idéologie de l'entraide, du soulagement de la misère et de l'action commune. Il suffirait pour s'en convaincre d'observer, encore aujourd'hui, les services que se donnent les communautés juives à travers le monde pour comprendre qu'on n'a pas intérêt à renier ces racines. Et, parallèlement, il n'est pas difficile d'observer que la conscience d'un mal social persistant inspire encore des militants chrétiens dans les luttes pour la justice, ici et dans le tiers monde.

Mais comme toutes les grandes traditions, celle-ci a subi des versions réductrices : la *charité* qui distribue les paniers de Noël et qui ne fournit pas de travail est devenue suspecte. Mais tout en critiquant le paternalisme et le dépannage, on se méfie des discours des évêques qui incitent à modifier les structures injustes et on souhaiterait les voir servir aux pauvres des menus plus « spirituels »...

La tradition judéo-chrétienne en a pris pour son rhume avec le pluralisme de notre société, en partie parce qu'on la connaît mal, en partie parce qu'on récuse ses déformations sans trop s'inquiéter de sa portée véritable. C'est bien à tort : les recherches exégétiques et historiques² mettent à jour les concepts de droit social, et donc de justice, qui sous-tendaient les pratiques individuelles et collectives de responsabilité envers la veuve, l'orphelin et l'étranger. Elles mettent en lumière les règles d'équité à respecter en affaires comme en mariage, à l'égard des travailleurs salariés, des affamés. Et dans la gestion des choses publiques...

Dans ce métier sans cesse aux prises avec l'ambiguïté des comportements humains et les irritants des inégalités sociales, le courage s'essouffle et l'espérance s'épuise. Dans une société qui se manifeste de plus en plus pluraliste, en particulier dans la région montréalaise, peut-il exister un dénominateur commun capable d'inspirer, de mobiliser, d'interpréter et d'évaluer les perspectives du travail social ? D'autres ont posé la question à propos de l'éducation, nous pouvons la poser avec la même acuité dans un domaine où le système de valeurs des intervenants – et des responsables administratifs – est l'élément déterminant dans la machine.

Pour que le service social ne s'enlise pas dans les sempiternelles restructurations administratives, pour qu'il redevenue un véritable mouvement social, il faut sans doute qu'il replace au centre des débats la question difficile de son code d'éthique. Là où le souci de la compétence ne manque pas pour travailler sur les causes des problèmes, et après les détours nécessaires de l'action politique comme seule voie d'éclatement des contradictions sociales, un nouveau débat sur les valeurs et leur traduction dans les pratiques sociales est devenu urgent.

Les problèmes d'hier se posent à nouveau aujourd'hui et chaque génération doit apporter sa réponse. Au XIXe siècle, on a trouvé une formule réconciliatrice des courants politiques et religieux : la solidarité sociale, dite aussi « solidarisme »,



Claude Castonguay, 1970 : la grande réforme.

offrit une version laïcisée du catholicisme social. Léon Bourgeois écrivait, à la fin du siècle dernier : « La notion de solidarité sociale est la résultante de deux forces longtemps étrangères l'une à l'autre : la méthode scientifique et l'idée morale (...). C'est l'étude exacte des causes, des conditions et des limites de cette solidarité qui seule pourra donner la mesure des droits et des devoirs de chacun (...) et qui assurera les conclusions scientifiques et morales du problème social »³.

La proclamation des droits et libertés, après la Seconde Guerre mondiale, a trouvé un écho dans notre milieu dans des chartes des droits et libertés. La Charte canadienne en a retenu un certain nombre mais elle n'épuise pas le mouvement qui s'est affirmé au cours des années 70, grâce à la convergence des efforts dans tous les milieux de la société.

Un tel courant, qui s'est fort répandu dans la société québécoise, a certes gagné le monde des services sociaux. Faudra-t-il penser que le monde des gestionnaires est resté à l'écart de ce mouvement ? Si tel est le cas, il faut souhaiter qu'ils se laissent rejoindre au plus vite. Sous peine de détruire l'entreprise qui doit être au service des moins aptes à défendre leurs droits sociaux. ■

2. Léon Epzstein, *La justice sociale dans le Proche-Orient ancien et le peuple de la Bible*, Paris, Éd. du Cerf, 1983 ; 272 p.

3. Léon Bourgeois, *La solidarité*, Paris, A. Colin, 1896. Cité par Christiane Rumillat, « La problématique républicaine de la solidarité sociale », *Revue internationale d'action communautaire*, 16/56, p. 45.

lectures

Michael Warren : *Youth Gospel Liberation* □ Madeleine Gauthier, Éditeur : *Les nouveaux visages de la pauvreté*

□ Pierre Vadeboncoeur : *Essais inactuels* □ Michel Despland : *Christianisme, dossier corps.*

Libérer pour vrai ?

aider à faire grandir une personne en respectant sa liberté est un noble idéal, appliquer ce principe de croissance à toute une classe sociale est un défi. C'est celui que propose Michael Warren dans *Youth Gospel Liberation* : libérer la jeunesse nord-américaine des injustices sociales dont elle souffre, donc des non-valeurs qui sous-tendent ce système social.

Quelle est cette jeunesse qu'on veut libérer ? On la dit silencieuse et peu organisée. Pourtant le principe de libération est simple : prendre conscience des valeurs « négatives » (celles qui diminuent la liberté), pour renommer son quotidien et ainsi se l'approprier. On invite à une analyse de la réalité sociale afin de s'en dégager et de choisir des valeurs favorisant la croissance.

Comment réaliser cette libération ? Les chrétiens proposent l'Évangile comme levier-motivation. Mais la libération par l'Évangile demeure difficile dans la culture d'aujourd'hui. Il n'est pas facile de lier culture et foi dans l'engagement (témoigner).

Quels phénomènes sociaux castrent

la liberté des jeunes d'aujourd'hui ? Warren pointe quatre avenues : la publicité qui supporte l'industrie du divertissement, certains messages musicaux artificiels, un message politique simpliste (« right and wrong ») et les messages de violence.

Qui peut aider les jeunes à critiquer ces phénomènes ? L'auteur propose que ce soient les hommes et les femmes qui oeuvrent en éducation, professeurs ou animateurs catholiques. Dans le quotidien, les institutions catholiques, notamment l'école, tendent à éloigner le jeune de la prise de conscience et gouvernent trop par mode de domination et pas assez selon la logique du pouvoir partagé. Aucun stimulus ne porte vers l'engagement au nom de ses valeurs. À noter que pour plusieurs jeunes, il est même choquant de penser se faire « éduquer ». Ne croit-on pas à leur capacité d'auto-apprentissage ?

Il faut certes éviter d'opposer la culture populaire et la vision chrétienne du monde ; les deux sources sont nécessaires à la formation. Écoles catholiques (Catholic High Schools) et Église doivent conscientiser, devenir lieu de libération au-delà du « feeling » : une voix-témoin d'une éducation contre-culturelle basée sur l'Évangile. Elles

doivent aider la jeunesse à sortir d'une certaine naïveté : leur donner les moyens de critiquer les normes culturelles, les structures sociales, le pouvoir des institutions (Église comprise) et leur fournir une vision de la sexualité et des relations humaines.

Cette critique peut se faire en servant des valeurs promues dans l'Évangile. Proposer d'autres valeurs que celles de la société, c'est proposer une spiritualité qui veut combattre l'injustice sociale. Offrir une vie qui soit plus qu'une immédiateté sans but et sans attente, c'est être fidèle à l'Évangile.

Ce beau projet de Warren est-il réaliste et réalisable ? La description que l'auteur fait de la jeunesse américaine est bonne ; la nouvelle application de la théologie de la libération qu'il suggère est stimulante et correspond à un idéal chrétien de premier plan. Quelques questions demeurent néanmoins : est-ce que l'école et l'Église peuvent effectivement devenir lieu de libération ? Ces institutions sont-elles prêtes à aider ceux qui sont sans pouvoir, quitte à perdre un peu de leur pouvoir propre dans la lutte pour la justice ? Peut-on utiliser l'école au Québec ?

Vouloir libérer en critiquant d'abord

la société, puis en proposant des valeurs est un projet intéressant ; mais il demande beaucoup d'authenticité et de respect des autres. Saurons-nous utiliser socialement la force créatrice de l'Évangile ? ■

François Morissette

Les nouveaux visages de la pauvreté

Être pauvre aujourd'hui au Québec, « c'est être obèse à 10 ans, décrocheur à 15 ans, divorcé à 20 ans, chômeur à 25 ans, accidenté du travail à 30 ans, assisté social à 40 ans, vieux à 50 ans et risquer de mourir avant 60 ans ». Cette phrase de Jacqueline Montpetit, une des auteures regroupées dans ce livre, résume assez bien l'analyse sociale de bonne qualité qu'on y retrouve. La pauvreté est toujours difficile à définir, précisément parce qu'elle est une carence, un vide qui change de lieu et de visage avec l'évolution de la culture et du milieu social.

Lise St-Jean présente la pauvreté féminine, en croissance rapide en parallèle avec la féminisation du travail salarié et la croissance du taux de divorce. Madeleine Gauthier expose la pauvreté des jeunes chômeurs, qui sont 16,4 % de la population au moment de sa recherche et qui deviennent assistés sociaux à 28 ans en moyenne, passant d'une trop longue dépendance de leurs parents à une dépendance sociale excessive. Pierre Hamelin montre comment 88 % des 486 000 handicapés du Québec vivent sous le seuil de la pauvreté et que 75 % d'entre eux sont assistés sociaux, même si 86 % désirent travailler.

Denis Brassard aborde une question peu étudiée jusqu'ici : les Amérindiens sont-ils pauvres ? Se basant sur les Attikameks et les Montagnais, il répond oui et non. D'abord, non : leur culture du partage et de l'entraide permet une plus grande simplicité, que l'observateur non préparé prendra pour du dénuement ; par ailleurs, oui : l'envahissement de leur territoire par la coupe du bois, les barrages, les clubs de chasse et de pêche sont de plus en plus la cause d'une nouvelle pauvreté, la perte de la qualité de vie, qui s'ajoute à la pauvreté de responsabilité et de droits.

Dans la section des témoignages, Claude Quiviger explore la misère intérieure de beaucoup de jeunes d'au-

jourd'hui, Soeur Monique Proulx fait de même pour celle des réfugiés, Louise Brunet et Danie Desrosiers pour celle des chambreurs pauvres. Max Roy étudie le thème de la pauvreté dans la littérature québécoise depuis la révolution tranquille : toujours présente mais de moins en moins teintée de désespoir. La troisième partie de l'ouvrage explore les stratégies : Jacqueline Montpetit analyse les demandes d'aide financière faites à Centraide pour montrer l'importance des groupes de solidarité : familles, femmes, jeunes, immigrants, handicapés, personnes âgées, toxicomanes. Andrée Roberge étudie l'échange informel de biens et de services en milieu rural et montre son étonnante efficacité.

Une dernière partie du livre contient des compléments précieux : une étude des seuils de pauvreté par Simon Langlois et une géographie régionale de la pauvreté au Québec. Marc-André Lessard fait la synthèse en révélant trois faces de la pauvreté moderne : culturelle, sociale et économique. Si la pauvreté vous semble inexistante, ou si elle vous choque ou vous scandalise, il faut lire ce bon recueil que nous offre l'Institut québécois de recherche sur la culture. ■

Julien Harvey

Essais inactuels

Tout Vadeboncoeur est dans le titre : l'essayiste, le provocateur, le bon moine rondouillard et pèpère, bien endormi sur son pari initial : l'éternité – et le rusé matou, au fond très fier de sa modestie (...) et bien décidé à nous faire goûter de sa griffe sous l'alléchant velours d'une patte redoutable... Quoi de plus retors en effet, en période de régression idéologique, que de se montrer au-dessus du temps et des modes, tout en rejoignant cette autre mode de l'inactualité du propos, chère on le sait aux virulents adversaires de la modernité – tous notoirement marqués « à droite »...

J'ai aimé les *Essais inactuels*, pour la plupart repris de la revue *Liberté* (1979-1986), parce que j'aime toujours Vadeboncoeur. J'aime cette plume. J'aime ces phrases – à la limite : j'aimerais sans comprendre, comme on aime la mer, ou un éclat de verre tranchant...

Agacé, je l'ai aussi été : le voisinage à peu près constant des Malraux, Gide, Proust, Bergson, Bach et Borduas,

outre qu'il permet d'en dire à peu près n'importe quoi en un paragraphe et deux brillants paradoxes, me semble lassant à la longue – clins d'oeil de haut vol qui ne sont pas loin de me faire penser aux coups de langue aguicheurs des *jet sets* de tous les pays. Problème : ici, le fard est bien tombé. Les Green, Montherlant, Mauriac and Co., si éternels qu'ils apparaissent, ont aussi, et parfaitement, collé à leur époque, choisissant à l'occasion d'être passablement « actuels », et on les en a suffisamment remerciés, merci. Revenir à l'« inactualité » en leur nom, ou leur éternité contre la nôtre, relève de la facilité, et de la contrepèterie intellectuelle.

Changeons un peu de paragraphe. Ou de disque. Ou de disquette...

Je préfère de beaucoup, aux panthéons et vues plongeantes sur la piscine des valeurs (un peu trop) sûres, la dent cassée sur l'époque, le risque des haines et des amours actuelles, déplacées ou non : j'aime que Vadeboncoeur recommande chaudement Yvon Rivard, Marie Josée Thériault, ou Barthes ; j'aime qu'il haïsse, même injustement, son époque ; j'aime que Vadeboncoeur « se plante » (pardon...) du haut de sa fragile actualité...

Vadeboncoeur excelle dans la haine, et les ronds dans l'espace... Je préfère nettement la première aux frétilllements aériens des autres, où il ne joue rien. Où l'on plane et s'autocongratule des « quatorze siècles qui nous regardent... » À ce jeu-là, il risque fort de se voir appliquer ce qu'il dit lui-même de Péguy ou de Rousseau : « ce n'est pas moi qu'il interpelle. Tout cela, c'est fini. » Ou pire : « ...il n'est plus là, il est passé ailleurs. »

Mais Vadeboncoeur n'est pas (totallement) passé ailleurs.

Écoutez cette langue, cette charge contre les « demeurés d'aujourd'hui des avant-gardes d'hier. Les novateurs de la répétition. Les iconoclastes rétroactifs. L'avenir des futurs périmés. Les frondeurs d'aujourd'hui des défis d'autrefois. Les hardiesses entendues. Les révoltes révolues. » (p. 55)

Il n'y a rien à ajouter là-dessus (de quoi vous enlever l'envie d'écrire...)

Écoutons-le aussi, et malgré ce que j'en ai dit, *aimer* Notre Dame de Paris, « figure sculptée de la sollicitude » (132), ou « le grand oeil aveugle de l'art » (170) ; l'art : « le grand recours d'un être appartenant par son drame à l'univers tragique plutôt qu'à celui de l'esthétique » (p. 24).

Pourquoi Vadeboncoeur ? Pour la « plénitude, le contact avec elle. Un savoir infus. De l'existence, mais supérieure. Un coeur exemplaire. Une méditation » (p. 44).

Un regret, quand même : que le matois félin ne se fasse pas plus fréquemment les griffes sur la classe politique actuelle, son a-démocratie, sa profonde et roublarde an-archie, et l'engoncement, là-contre, de tous les affairistes en ripaille...

Un souhait final, en forme de sourire (...): que l'auteur s'applique au plus vite sa juste formule : « Il est hasardeux de quitter l'imperfectible. Mais il reste que cela est nécessaire » (p. 82). ■

Richard Dubois

Christianisme, dossier corps

dans l'effervescence de notre culture, la question de la relation du christianisme au corps est d'une importance primordiale. Il faut rendre hommage à l'auteur d'avoir osé un essai sur le sujet, un essai qui se veut plus qu'une analyse des doctrines ou du savoir normatif mais qui cherche également à découvrir les conduites réelles du croyant.

« Nous voudrions montrer que l'enquête sur l'histoire des affections et des corps chrétiens n'en est plus au stade ni du soupçon global ni de l'autojustification massive. » (p. 9)

L'auteur couvre son travail en six chapitres. Le premier chapitre définit la problématique à partir de l'histoire ou de la phénoménologie contemporaine. « Notre héritage philosophique et théologique traite de l'âme et du corps, et pousse au dualisme et à la division. (...) Les choses heureusement n'en sont plus là » (p. 16). D'où l'interrogation de l'auteur sur les esthétiques chrétiennes de l'existence, les styles de vie (p. 21).

Au chapitre deux, l'auteur établit la liaison entre la corporéité et la sexualité. Pour lui « la réalité sexuelle est le champ

de bataille où se rencontrent pulsions corporelles et contrôles sociaux » (p. 24). Lieu du conflit, du plaisir et de la loi, la sexualité apparaît comme un instrument de transgression mais également comme une expérience du sacré. Enfin, la sexualité est aussi le lieu de l'apprentissage de l'inégalité des rapports humains.

Comment s'est vécue la rencontre du christianisme avec le monde antique au sujet du corps ? L'auteur rappelle que l'éthique sexuelle en usage chez les Grecs est celle du plaisir mais que, chez les Romains de l'empire, s'est installé un soupçon sur la sexualité qu'on associe à la déchéance. D'où le succès et le témoignage, pour le christianisme naissant, de l'éremitisme et de l'idéal de chasteté et donc un déplacement en faveur de la pureté : « c'est le comportement sexuel et la vie familiale qui, dorénavant, marquent la différence entre les chrétiens et les païens » (p. 39).

Mais le vrai corps pour les chrétiens, c'est le corps du Christ, ce qui se manifestera par le souci du corps d'autrui : accueil des enfants abandonnés, vêtue de ceux qui sont nus, c'est-à-dire les esclaves, dignité de la femme, souci des malades et des malheureux (cf. p. 41-42). Le vrai corps est le corps du Christ, son Église. L'auteur rappelle succinctement l'effort d'Augustin qui renouvelle l'anthropologie du corps mais établit également un lien étroit entre sexualité et péché. Augustin fait du péché une réalité intérieure à soi-même.

Pour le Moyen Âge (chap. 4), l'auteur signale d'abord la main-mise des clercs sur les conduites sexuelles, véritable terrorisation de la conscience, et l'émergence du jugement méprisant de la culture à l'égard du corps et des activités corporelles. Par ailleurs, les mœurs s'affinent. La théologie affirmera que le mariage exige le libre consentement des partenaires tandis que l'émergence de l'amour courtois fait apparaître des aspirations nouvelles

de tendresse et de communion et la mise en place de « procédés d'éducation morale qui visent à affiner la conscience, à exiger la justice naturelle et à répandre le goût d'une vie sagement ou habilement menée » (p. 69).

Dans un chapitre extrêmement touffu sur l'époque moderne, l'auteur insiste sur la rupture apportée par la Renaissance (notamment à l'égard du nu) et sur l'importance nouvelle attachée au vêtement et aux rituels de propreté. Trois esthétiques s'implantent : l'esthétique aristocratique, l'esthétique bourgeoise inspirée par le protestantisme et valorisant l'austérité personnelle et la vie domestique, l'esthétique catholique centrée sur la maîtrise de soi mais permettant plus de compromis. Selon l'auteur l'encadrement des corps finit par se démonter grâce à la recherche du confort : « Il nous faut bien admettre que les milieux libertins et philosophiques, et probablement aussi certains milieux bourgeois, ont mis à profit le droit au privé pour inventer les joies de l'intime » (p. 100).

Dans un dernier chapitre, l'auteur esquisse rapidement les conditions nécessaires pour une éducation sentimentale adéquate : « Dans de telles circonstances, la sagesse voudrait que l'on montre de la compassion à l'égard d'êtres aussi tourmentés et déchirés, et un esprit de contradiction à l'égard des idées perpétuellement inadéquates » (p. 129).

Ce livre mérite d'être lu et approfondi. C'est un livre d'érudit qui tire profit d'autres travaux de l'auteur principalement *La religion en Occident* (Fides, c. 1979). Malgré la difficulté de l'écriture, les raccourcis de la pensée, ou des oublis (pratiquement rien sur la libération des femmes), il s'agit d'un livre remarquable. ■

Le 15 août 1987

André Beauchamp

références

Michel Despland,
*Christianisme, dossier
corps*, Cerf, Paris,
1987 ; 139 p.

Madeleine Gauthier,
Éditeur - *Les nouveaux
visages de la pauvreté*,
Coll. Questions de
culture, Québec,
Institut québécois de
recherche sur la
culture, 1987 ; 258 p.

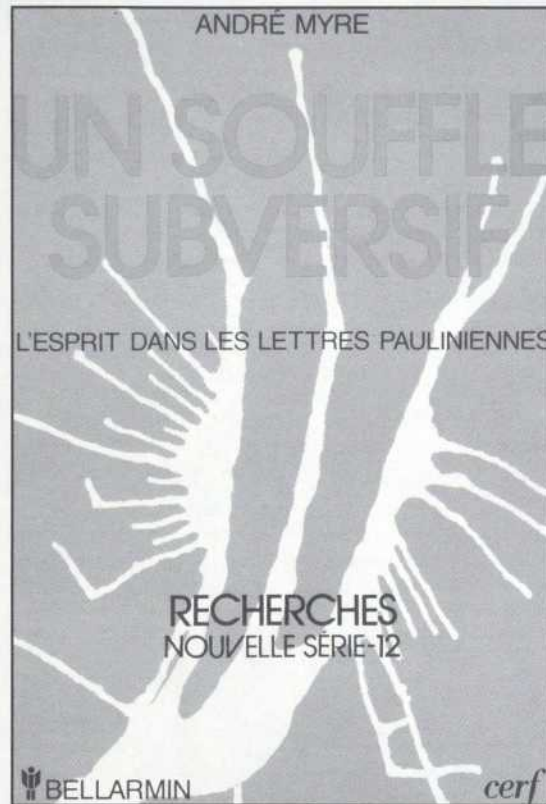
P. Vadeboncoeur,
Essais inactuels,
Boréal, 1987 ; 197 p.

Michael Warren, *Youth
Gospel Liberation*,
Harper & Row
Publishers, San
Francisco, 1987 ; 138 p.

UN SOUFFLE SUBVERSIF

par André Myre
160 pages, 18,00\$

L'Esprit chez saint Paul



Mais de quel « Esprit » parlons-nous donc ? L'Esprit reste l'un des concepts les plus mystérieux de la foi chrétienne. Mystérieux de par l'abstraction de son nom. Mystérieux du fait de son origine en Dieu. Mystérieux quant aux lieux précis de son agir.

L'auteur est jésuite et bibliste à la faculté de théologie de l'Université de Montréal.

Sous presse

REPÈRE POUR DEMAIN

par André Beauchamp
et Julien Harvey

Avenir et environnement au Québec



Éditions Bellarmin

8100, boul. Saint-Laurent
Montréal (Québec) Canada
H2P 2L9 — Tél.: (514) 387-2541

relations

octobre 1987 2,50\$ no 534

SOMMAIRE

face à l'actualité 227

La montée du NPD au Québec (D.B.) – Les Philippines (M.S.) – Avant le Synode... un pari (J.H.) – Nous sommes tous atteints (F.T.) – Cinq siècles d'Amérique (J.-P.R.)

dossier 233

Benoît Lacroix et Julien Harvey	Marie et le Québec	234
Camille Bessette	Marie de Nazareth	237
Gregory Baum	Marie, figure politique	239
Guy Paiement	La fonction critique de Marie	241

dépêches 232

articles

Henri Sader	Les oies du Canada	245
Gisèle Turcot	Des services sociaux sous enquête	250

lectures 252

Conception de la page couverture : Anik Lafrenière. Photographie : Paul Hamel.

NOTRE PROCHAINE SOIRÉE RELATIONS

Pour renseignements, écrire ou télépho-
ner à Francine Tardif (ou sa secrétaire) :
387-2541.

Surveiller l'annonce qui paraît dans *Le
Devoir*, le jour même de la rencontre.

Le lundi 19 octobre 1987, de 19h30 à 22h00, à la Maison Bellarmin
25 Jarry ouest (métro Jarry). L'entrée est gratuite.